

LES RÉVOLUTIONS

id = 34589967

PARIS. — TYP. ÉMILE VOITELAIN ET C^{IE}

61, RUE J.-J. ROUSSEAU, 61.

П 63
147

УНИВ. БИБЛИОТЕКА
Р. И. Бр. 11281
LES

RÉVOLUTIONS

PAR

PASCAL DUPRAT

*O navis, referent in mare te novi
Fluctus.*

HORAT.



PARIS

ARMAND LE CHEVALIER, ÉDITEUR

61, RUE DE RICHELIEU

1869

Tous droits réservés.

A

LA JEUNESSE FRANÇAISE



Tu succéderas à nos luttes et tu continueras nos efforts pour l'affranchissement de l'humanité. Le malheur des temps te poussera peut-être, comme nous, dans cette mêlée des révolutions, toujours pleine de périls : puisses-tu en sortir victorieuse et fonder, après ta victoire, aux applaudissements du monde, le gouvernement de tous les droits et de toutes les libertés ! Si la fortune veut que tu sois vaincue, porte fièrement tes blessures ; ne courbe jamais ton front devant le despotisme, et garde toujours dans ton cœur, comme dans une forteresse inexpugnable, le culte sacré de la justice.

PASCAL DUPRAT.

Florence, le 24 février 1868.



I

IDÉE GÉNÉRALE DES RÉVOLUTIONS

*O nāvis, referent in mare te novi
Fluctus.*

HORAT.

Il existe une philosophie des révolutions. Cette philosophie ne manque jamais de se révéler aux historiens qui étudient avec quelque attention ces grandes crises des sociétés humaines. Mais elle échappe presque toujours aux hommes d'État, qui cependant ont tant d'intérêt à la découvrir. « Les conducteurs de peuples, disait Bacon dans son langage expressif, devraient connaître le calendrier des tempêtes politiques (1). »

On peut définir ainsi une révolution : le renversement du pouvoir établi et son remplacement par un autre pouvoir ou un autre système politique. Toute révolution implique par là même une illégalité, à moins que le

(1) Shepherds of people had need know the calendar of tempests in State. — *Essays civils and morals.*



Sa harangue est un défi jeté aux espérances populaires. Il célèbre, il exalte d'un ton solennel les institutions régnantes, qui ne peuvent déplaire qu'à des factieux. « Ce besoin de réforme, qu'on fait sonner si haut, s'écrie-t-il, n'est tout au plus qu'un prurit. » Il est superbe de dédain : c'est l'éloquence du mépris tombant d'en haut sur la foule. Quelques jours après cette harangue, l'orage grondait : tous les pouvoirs étaient ébranlés : la royauté partait pour l'exil, et l'homme d'État qui avait si bien parlé, prenait lui-même la fuite avec son magnifique bagage oratoire.

Nos commotions politiques seraient moins fréquentes, si les hommes d'État se souvenaient de ces paroles de Plutarque : « Un gouvernement toujours tendu, qui contrarie toutes les volontés du peuple, pêche par trop de rudesse et de dureté. Rien n'est plus salutaire qu'une politique qui cède à propos. Les peuples, voyant qu'on ne veut pas les gouverner par la force, ni exercer sur eux un pouvoir despotique, se laissent amener doucement à faire ce qu'exige leur véritable inté-



rêt. Il faut savoir mêler la douceur avec la dignité; ce mélange n'est pas facile, mais, quand on y réussit, c'est de toutes les harmonies, la plus parfaite, la plus conforme aux lois de la musique, et voilà comment Dieu gouverne le monde (1). »

Quand le pouvoir est resté longtemps dans les mains d'une famille ou d'une caste, cette caste et cette famille le regardent comme une partie d'elles-mêmes, et elles voient naturellement une entreprise criminelle dans tout ce qui tend à les en dépouiller. Ainsi s'expliquent bien des résistances aux projets de réforme les plus sensés, et c'est par là que commence le plus souvent la lutte.

Il arrive presque toujours un moment dans la vie des peuples où le gouvernement n'a plus qu'à choisir entre la réforme et la révolution. Turgot est méconnu ou renvoyé? c'est Mirabeau, c'est Danton qui arrivent, et le gouvernement disparaît.

(1) *Vie de Phocion*, ch. III.

Fermer la porte aux réformes de quelque manière que ce soit, c'est l'ouvrir en même temps aux révolutions. On ne saurait écarter à la fois les unes et les autres. Plusieurs gouvernements l'ont essayé; mais cette chimère les a toujours perdus.

Il sera toujours vrai de dire : « Le meilleur moyen d'étouffer les murmures, c'est de les prévenir; l'unique moyen d'empêcher les révolutions, c'est de les faire. » Ces paroles ne sont pas d'un tribun, ni même d'un écrivain politique, mais d'un penseur grave et austère, méditant à l'écart sur la marche des sociétés humaines (1).

L'Europe a passé dans ces derniers temps par toutes sortes d'agitations. Nous avons vu les peuples se lever, les rois tomber de leurs trônes et des dynasties éperdues prendre le chemin de l'exil. Dans cet ébranlement presque universel, deux ou trois États ont su échapper à toutes les secousses, comme des îles paisibles au sein d'une mer orageuse. Pourquoi

(1) Vinet.

sont-ils restés tranquilles dans cette grande tempête qui grondait à leurs portes? Parce que les lois chez eux ne blessaient point les citoyens ou qu'elles se sont trouvées suffisamment flexibles pour se plier sans effort aux besoins et aux vœux des populations.

Voulez-vous éviter, à coup sûr, les crises révolutionnaires? Laissez ouverte la porte de l'avenir. On n'aura plus besoin de l'enfoncer.

Les agitations de la liberté, sous quelque forme que ce soit, valent toujours mieux pour un peuple que le calme énervant du despotisme. Il est même permis de se demander si l'anarchie ne doit pas toujours lui être préférée. L'anarchie sans doute est pleine de périls; mais ce qui la rend moins redoutable, c'est qu'il ne lui est guère possible de se maintenir. D'abord, elle a peu de prise sur nos sociétés modernes, où les intérêts occupent une si grande place et où la discipline du travail, qui s'impose partout, peut remplacer en partie les autres disciplines. Puis, un besoin d'ordre et de conservation se fait tou-

jours sentir et finit bientôt par prévaloir.

Il n'en est pas de même avec le despotisme, quand il n'est pas complètement stupide. Une fois établi, rien ne s'oppose à sa durée. Le peuple dont il a fait sa proie, il ne le lâche plus. Si les événements le lui arrachent un jour, ce peuple qu'il a pris plein de vie, mais dont il a épuisé la substance, n'est plus que l'ombre de lui-même : trop heureux s'il ne sent pas déjà le cadavre !

Quel beau rôle pouvait jouer de nos jours la bourgeoisie française ! Elle n'avait qu'à se mettre franchement à la tête du peuple pour le conduire sans secousse dans les voies de la démocratie. Ses lumières, sa fortune et son expérience lui assuraient pour longtemps la première place. Il ne s'agissait que de la garder sans vouloir l'obtenir d'un odieux monopole. Mais les hommes d'État dont elle prenait les leçons ne l'avaient guère préparée à ce rôle viril ; à peine a-t-elle vu le peuple entrer avec elle dans ces comices, dont elle voulait lui interdire l'accès, qu'une sotte frayeur l'a

saisie : elle a cru à une invasion de Barbares, et elle a cherché de tous côtés un maître en répétant ce mot stupide : « *Bella nostra pugnabit pro nobis* (1). »

Trois partis sont à prendre dans une révolution : la seconder, parce qu'elle est juste ; lui résister, parce qu'elle est injuste, ou marcher derrière elle en se moquant de la justice et de l'humanité. Ce dernier parti est le moins dangereux et le plus facile, il n'exige ni talent, ni courage, ni vertu. Les hommes qui l'adoptent ont tout à gagner ; ces valets de la fortune parviennent quelquefois à coucher dans son lit ; on vante leur souplesse et leur habileté, il y a même des niais qui leur trouvent du génie, mais la conscience humaine n'a pas encore permis qu'on en fit des héros.

Spectacle assez fréquent sur la fin des crises révolutionnaires : des inconnus apparaissent tout à coup au premier rang et deviennent les maîtres de la chose publique. Où étaient-ils ?

(1) *Les Rois*, liv. I, ch. VIII, v. 20.

qu'ont-ils fait? Ils se cachèrent dans les bagages des partis. Ce sont les goujats de l'armée qui ne se montrent qu'après la victoire pour ramasser les dépouilles et s'en parer aux yeux du peuple, comme des triomphateurs.

Quand une révolution dure longtemps, les hommes qui en ont donné le signal ne manquent jamais de se diviser pour former plusieurs partis, qui se disputent la direction du mouvement. Ce furent les épiscopaux qui commencèrent, en Angleterre, la lutte contre les Stuarts; ils furent suivis par les presbytériens, les indépendants et les niveleurs. La Révolution française nous offre le même phénomène. On peut en chercher la cause dans l'ambition des chefs qui aspirent au premier rôle, mais la logique y a aussi sa part. Il y a des esprits qui n'aiment pas à s'arrêter en route et qui, lorsqu'ils s'attachent à un principe, veulent le pousser bravement à ses dernières conséquences, sans s'inquiéter le moins du monde si la société peut les suivre dans leur marche hardie vers l'inconnu.

Ce qui rend difficile le succès des réformes, comme celui des révolutions, dans nos grands États modernes, c'est qu'il y a partout deux peuples qui n'ont rien de commun : celui des villes et celui des campagnes. On dirait que des siècles les séparent l'un de l'autre. Le premier semble toujours prêt à suivre : il n'attend que le signal. Le second, replié sur lui-même, paraît tenir à la terre qu'il cultive, et il faut, pour ainsi dire, l'en arracher, quand on veut le pousser en avant.

Une mesure révolutionnaire change de portée suivant la main qui l'applique. Elle pouvait, quand elle a été proposée, servir utilement la cause du peuple, parce qu'elle était inspirée par un sentiment généreux. Maintenant, elle risque d'être nuisible, elle peut même perdre la république, parce qu'elle n'est plus qu'un moyen d'influence pour quelque affamé de pouvoir et de dictature. Quoi de plus juste et de plus sage que l'idée de donner au peuple romain une partie des terres qu'il avait conquises et de l'arracher ainsi aux douleurs du prolétariat? C'était préparer

à la patrie des générations fortes et viriles et renouveler en quelque sorte la jeunesse de Rome. Cette idée, vaincue avec les Gracques, alla s'égarer dans les rangs du parti de Catilina. Elle y fut recueillie par César, qui en fit un des instruments de sa popularité, ainsi qu'Auguste : ils l'appliquèrent l'un et l'autre pour se créer des partisans et pouvoir tuer impunément la liberté.

Si les révolutions consomment beaucoup de forces, elles en produisent aussi beaucoup. L'homme, sous leur souffle orageux, ressemble à ces plantes des tropiques dont la végétation est si rapide et si puissante. Il pousse aussi, comme elles, avec une vigueur extraordinaire. Montesquieu fait observer avec raison que Rome ne fut jamais plus forte qu'au lendemain des guerres civiles. Il signale le même phénomène dans nos temps modernes. Chateaubriand a dit à son tour, qu'un peuple, courbé sous ses propres orages, se relève toujours plus florissant.

Un malheur des révolutions, leur plus grand

malheur peut-être, c'est de violer trop souvent les principes qui font leur force morale. Les passions, les colères du combat, parfois aussi les besoins de la défense, poussent malheureusement à ces excès. On vit des Romains sous l'empire chercher à se défendre en renversant sur leurs adversaires les statues des dieux qui décoraient les portiques des temples. Nous faisons comme ces Romains, sauf à relever un jour ces images divines dont nous ne trouvons plus, hélas ! que des débris, tristement épars sur le sol.

Ne demandez pas de la justice aux partis, surtout dans les temps de révolution : les plus généreux sont injustes. S'ils ne l'étaient pas, ils se croiraient moins forts. Les esprits élevés peuvent le regretter, mais ils sont toujours en petit nombre, et c'est la foule qui l'emporte.

Qu'un roi ou qu'un prince soit immolé par un peuple, après le jugement le plus solennel, on se hâte de crier à l'assassinat, et les élégies pleuvent de tous les côtés. Mais que des

millions de citoyens soient sacrifiés à l'ordre monarchique, on parle avec respect de cette sanglante hécatombe, et il arrive même plus d'une fois qu'on adresse des hommages au bourreau. O mensonges de la langue politique!

Servir la cause du peuple, sans s'associer aux erreurs, aux préjugés ou aux passions qui l'égarent trop souvent, tel doit être le but de tout homme qui veut travailler au triomphe de la démocratie. Ce but est difficile à atteindre, surtout dans les moments de lutte où ce qui importe avant tout, c'est de rester maître du champ de bataille; mais il y a toujours quelque gloire à en approcher.

Rien n'égale la puissance de certains mots dans les temps d'agitation. Ils font explosion, comme la poudre : un seul suffit quelquefois pour remuer tout un peuple. C'est le tocsin des insurrections. Que n'a-t-on pas fait avec le mot de liberté, qui n'a point vieilli, quoiqu'il ait retenti dans tous les siècles, et qui ne vieillira sans doute jamais, à moins que l'humanité, devenue stupide, ne trouve son bon-

heur dans la servitude ! On a vu, de nos jours, ce que pouvaient faire ces mots, tout nouveaux encore, mais déjà tout-puissants, de socialisme et de nationalité. Pour posséder cette force révolutionnaire, un mot n'a pas besoin d'avoir un sens bien net et bien précis : peut-être agit-il plus puissamment, quand il a une signification vague et indéterminée, parce qu'il s'adresse à un plus grand nombre d'esprits et qu'il apporte, pour ainsi dire, un plus grand nombre de promesses. Ce qui importe, avant tout, c'est qu'il réponde, comme un écho sonore, aux sentiments et aux idées qui s'agitent sourdement dans le sein des masses.

Les commotions trop fréquentes nuisent toujours à un peuple : elles troublent et dérangent l'équilibre de sa vie ; elles usent ses forces matérielles et morales et précipitent sa décadence. Qu'il lui faille un jour défendre ses intérêts les plus chers, son indépendance, par exemple, il arrivera épuisé sur le champ de bataille, et il n'aura plus même la force nécessaire pour disputer la victoire.

Il se produit souvent après les révolutions une sorte de lassitude et même de découragement. Comment n'en serait-il pas ainsi? C'est une situation violente pour les individus, comme pour les peuples. Le succès n'empêche point qu'il n'y ait eu des mécomptes toujours inévitables : les hommes n'ont pas tenu tout ce qu'ils promettaient ; les choses elles-mêmes ont menti, comme les hommes, ou plutôt elles n'ont pas complètement répondu aux rêves enivrants des premiers jours. Il est bien difficile que l'enthousiasme ne soit point refroidi et qu'un peu de découragement n'ait pas pénétré dans les âmes.

Quand une génération s'est lassée à poursuivre la liberté sans l'atteindre, on ne peut pas toujours demander de grands efforts à la génération suivante. Les fils ont hérité de la fatigue des pères, et ce qui leur plaît, avant tout, c'est le repos. Un scepticisme regrettable vient quelquefois porter le dernier coup à leur énergie. Leurs pères ont échoué : ils risqueraient d'échouer eux-mêmes. A quoi bon tenter un succès difficile et presque impossible? Ce qu'ils ont de mieux à faire, c'est

d'y renoncer, et ils se renferment dans cette sagesse, qui a le grand avantage de ne leur imposer aucun sacrifice. C'est un moment heureux pour le despotisme, qui en profite presque toujours avec une grande habileté et qui peut se croire le maître de l'avenir. Il n'aurait plus rien à craindre en effet, si la sève des sentiments généreux, un instant amortie dans ces prétendus sages, ne recommençait pas à fermenter dans leurs fils, comme elle a fermenté dans leurs pères.

Lorsqu'un peuple est déjà vieux, il n'est plus temps pour lui de songer aux réformes. Ce qui lui convient moins encore, c'est le remède énergique des révolutions. Il ne reste à ce vieillard qu'à descendre doucement dans la fosse commune. Tous les peuples se croient immortels; mais on sait ce que valent ces immortalités, dont le temps ne manque jamais de sonner les funérailles.

II

DE QUELQUES FAUX JUGEMENTS

A LEUR SUJET

Tous les faux jugements sont possibles, et en quelque sorte inévitables, quand il s'agit des révolutions. De pareils mouvements ne s'accomplissent jamais, surtout à notre époque, sans heurter des intérêts, des préjugés ou des habitudes qui ont des racines plus ou moins profondes. Ces habitudes, ces préjugés et ces intérêts jettent naturellement les hauts cris. De là tant d'appréciations erronées ou injustes.

Le plus grave reproche qu'on adresse aux révolutions, c'est de troubler la marche naturelle des faits. Voilà ce qu'a dit et répété bien des fois cette école historique, dont Savigny a été le chef en Allemagne et dont Burke exprimait déjà les idées en Angleterre à la fin

du dernier siècle, quand il publia son pamphlet contre la Révolution française (1). On fait ainsi de l'histoire une sorte de végétation qui doit être abandonnée à la nature et sur laquelle l'homme ne peut porter la main, sans commettre une espèce de sacrilège. Doctrine fautive et dangereuse ! Spontanée, à son origine, comme tous les faits humains, l'association politique ou la cité, pour employer l'expression des anciens, devient plus tard une œuvre scientifique. C'est un édifice qui doit être réparé, agrandi et même rebâti quelquefois, suivant les besoins des temps. Qu'il y ait de vieux matériaux qui puissent ou doivent être conservés avec respect par les nouveaux architectes, rien de plus incontestable. Mais il y en a qui doivent être rejetés à l'écart. La main des révolutions s'en charge, si d'autres mains ne les font pas disparaître ou si quelque obstacle s'oppose à leur enlèvement.

Il a été question plus d'une fois de l'inutilité des révolutions. Cette doctrine n'est pas

(1) *Reflections on the revolution in France.*

d'accord avec l'histoire. Il est vrai qu'on a vu échouer les tentatives les plus généreuses et que chacune de ces défaites a coûté cher à la liberté, cette victime de tous les temps. Mais que de fois la victoire n'a-t-elle pas été le prix de ces nobles efforts ! On peut même dire, à la honte des gouvernements, que les droits les plus précieux ont dû être conquis. Laissons l'Antiquité qui nous entraînerait trop loin et ne parlons que des temps modernes. Comment l'Europe est-elle sortie du servage ? Par le soulèvement des communes, qui prirent quelquefois le nom peu pacifique de conjurations. Il a fallu quarante ans de luttes pour arracher l'Angleterre au despotisme des Stuarts. Un soulèvement national a fondé l'indépendance de la Hollande. Cette république des États-Unis qui fera bientôt équilibre à l'Europe, a eu la même origine. Enfin, n'est-ce point par un effort sans exemple dans le monde que, la France a brisé sur la fin du dernier siècle, toutes les tyrannies du passé ? Le droit et la liberté ne sont pas des plantes qui poussent d'elles-mêmes ; il faut, pour ainsi dire, les arracher à la terre, et si nous les voyons germer quelque part, c'est

que le sol, qui les porte, a été profondément labouré par les batailles.

Quelques disciples de Say croient devoir condamner toutes les entreprises révolutionnaires au nom de l'économie politique. Ils ont même écrit des livres pour démontrer qu'elles ont tort. On peut leur reprocher, en effet, de ne pas produire, et même de troubler parfois la production. Mais les peuples ne vivent pas seulement de pain. Qu'est-ce d'ailleurs que la richesse sans l'homme? N'est-ce point l'homme qui lui donne toute sa valeur? De plus, la liberté ne peut-elle pas être considérée comme une force économique des plus productives et des plus fécondes? Elle coûte cher, il est vrai, et les dieux la font toujours payer, comme disait Montesquieu; mais, si cher qu'elle coûte, il vaut la peine qu'on l'achète, et c'est au fond une bonne affaire. Voilà peut-être de quoi contenter tous ces philosophes du produit net, qui ne voient dans le monde qu'une grande manufacture.

Autre grief contre les révolutions : elles sont obligées d'employer la violence. Or,

quoi de plus contraire à la fraternité? C'est l'argument des quakers et de tous les sectaires qui leur ressemblent. Il y a longtemps que Mirabeau leur a répondu : « Si jamais, disait-il à l'Assemblée constituante, je rencontre un quaker, je lui dirai : Mon frère, si tu as le droit d'être libre, tu as le droit d'empêcher qu'on ne te fasse esclave. Puisque tu aimes tes semblables, ne les laisse pas égorger par la tyrannie. Ce serait les tuer toi-même. Tu veux la paix? Eh bien, c'est la faiblesse qui appelle la guerre : une résistance générale serait la paix universelle (1). »

« Eh quoi! le droit sacré des rois n'existerait plus? Ces antiques dynasties, dont l'origine se perd dans la nuit des temps, disparaîtraient pour toujours? Et la démocratie régnerait à leur place! Mais que deviendrait la société? » Ainsi parlent quelquefois les amis de l'ancien régime. Ils diraient volontiers, comme ce chœur de la tragédie antique : « O Jupiter, quand les fils des aigles

(1) Réponse à une députation de quakers, qui avait été admise à la barre de l'Assemblée constituante.

ne seront plus, qui portera tes oracles aux mortels? » On pourrait leur répondre que Jupiter doit avoir épuisé ses oracles, que les aigles et les fils des aigles ne sont plus nécessaires et que l'humanité peut se passer de leurs services. Mais ce langage leur paraîtrait sacrilège. Il vaut mieux laisser ces derviches de la superstition politique tourner dévotement sur eux-mêmes.

Comment ne pas accuser au moins les révolutions de témérité? Les plus douces d'entre elles mettent en mouvement les masses, c'est-à-dire une force indisciplinée et tumultueuse, qui n'a point appris l'école de peloton et qui chante ou crie sous les armes. Ce sont de paisibles bourgeois qui ont fait cette découverte. La force leur plaît, quand elle marche au son du tambour et qu'elle obéit aveuglément à la consigne. Qu'elle écrase une liberté ou qu'elle passe sur le ventre à un peuple, peu importe : si l'exécution se fait en règle, c'est l'ordre qui triomphe, et ces honnêtes bourgeois sont satisfaits, Mais ce n'est là au fond que du désordre sous le masque trompeur de la loi. Il y a plus d'ordre véritable

dans ce pêle-mêle d'un peuple qui marche tumultueusement à la défense ou à la conquête de ses droits et de ses libertés. C'est une tempête, si l'on veut, et les amis de la discipline s'en peuvent effrayer; mais cette tempête est salutaire : elle ressemble à ces orages qui balayent les airs et rétablissent partout sur leur passage l'équilibre rompu des éléments.

Voici un petit discours qui a été répété bien souvent depuis une cinquantaine d'années : « Le peuple est devenu trop exigeant; il n'est plus possible de le satisfaire. Quand mettra-t-on un terme à toutes ses prétentions? Il est temps qu'on y songe, si l'on ne veut pas exposer la société à quelque catastrophe irréparable. » Ce ne sont pas des gentilshommes aveuglés par l'esprit de caste qui tiennent ce langage, mais des gens de rotture, qui ont gagné de l'argent et du ventre, des *popolani grossi*, comme disaient autrefois les Florentins. Ces braves gens ayant fait leur lit, les révolutions et les réformes ne doivent plus être tolérées : la sagesse veut qu'on les écroue et qu'on monte la garde autour de leur prison.

Silence dans la rue ! Il y a là quelques hommes repus qui veulent dormir, et il n'est pas permis de troubler leur repos, même pour sauver un peuple.

On connaît ce mot de saint Paul, qui est répété sans cesse par l'Église et qui a été si fatal à la liberté moderne : « Toute puissance vient de Dieu. » Si ce mot était vrai, les révolutions les plus justes deviendraient des crimes, car elles ne s'attaquent pas seulement à l'acteur qui figure sur la scène, mais encore à l'auteur de la pièce, c'est-à-dire à Dieu lui-même, qui se tient caché derrière la toile. Voici la réponse de Rousseau : « Toute puissance vient de Dieu, je l'avoue ; mais toute maladie en vient aussi. Est-ce à dire qu'il soit défendu d'appeler les médecins (1) ? »

Une révolution généreuse a voulu de nos jours abolir l'échafaud. Les bourreaux se sont réunis et ont déclaré d'un commun accord qu'elle n'avait pas le sens commun.

(1) *Contrat social*, ch. III.

III

CE QUI FAIT LEUR LÉGITIMITÉ

OU LEUR ILLÉGITIMITÉ

Les gouvernements étant faits pour les peuples et non pour eux-mêmes, n'ont d'autre raison d'exister que l'intérêt des peuples. Dès qu'ils cessent d'être un moyen pour devenir un obstacle, il faut qu'ils se transforment ou qu'ils disparaissent, et la force peut être employée contre eux au nom de l'humanité.

La force! mot formidable et plein de menaces. Quand peut-on recourir à la force? Lorsque la loi, détournée de son but, viole les droits fondamentaux de l'homme et du citoyen, lorsque la volonté de ceux qui gouvernent oppose un obstacle invincible aux réformes devenues nécessaires, et lorsqu'il n'existe pas d'autres moyens pour replacer les peuples dans les conditions naturelles de leur développement. Il ne s'agit que de sa-

voir si cette intervention de la force est opportune ou si elle ne risque pas d'aboutir à des sacrifices inutiles.

Vous prétendez qu'il n'est jamais permis de recourir à la force contre les institutions politiques et sociales. Il vous reste à démontrer, pour avoir raison, que la tyrannie se corrige d'elle-même ou que des générations entières doivent se résigner à l'oppression, en attendant que la marche, toujours si lente, des idées amène le jour de la justice.

« Quand le joug devient intolérable, a dit un grand poëte, l'opprimé étend ses mains vers le ciel : il y va chercher ses droits qui sont suspendus là-haut, éternels et indestructibles, comme les astres mêmes. L'opprimé, quand tous les moyens lui manquent, a une dernière ressource : c'est le glaive (1).

Notre éducation, nos mœurs, cette générosité, peut-être excessive, qui nous inspire le

(1) Schiller, *Guillaume Tell*, acte II, scène II.

respect de la vie humaine, même dans un monstre qui viole tous les jours les lois de l'humanité, le christianisme, enfin, dont l'influence a trop affaibli malheureusement l'horreur du despotisme, s'opposent de nos jours au meurtre d'un tyran. Nos Brutus sont des criminels que la loi châtie, comme des assassins vulgaires. Mais si la conscience moderne semble nous défendre de tuer un tyran par respect pour l'humanité, elle nous permet de combattre et de tuer son pouvoir. La plupart des gouvernements contemporains n'ont pas une autre origine : il faut même reconnaître que les gouvernements qu'ils ont remplacés n'avaient pas tous un caractère bien tyrannique.

Je connais un peuple qui gémit depuis un siècle sous un joug despotique. Ce peuple s'est levé plusieurs fois pour briser ce joug qui l'écrase. Hier encore, tout meurtri de ses blessures, il a tenté un nouvel effort au nom de la liberté. Qui oserait blâmer ce peuple magnanime ? Si la conscience humaine pouvait le condamner, elle ne mériterait pas plus

d'être écoutée que la dernière des courtisanes.

Il est possible, dit-on, que cette révolution soit juste ; mais la paix est le premier bien des peuples, et les révolutions la tuent. La belle paix que celle qui règne entre l'oppressur et l'opprimé, entre le bourreau et sa victime ! « Un modèle parfait d'une paix semblable, dit Locke, existait dans l'anre de Polyphème. Le gouvernement auquel Ulysse et ses compagnons s'y trouvaient soumis, était le plus agréable du monde. Ils n'avaient qu'à attendre avec quiétude que le monstre les dévorât (1). » Le sage Ulysse n'hésita pas cependant à troubler la tranquillité de cette heureuse caverne, et il creva l'œil au gouvernement qui jeta, comme on le sait, les cris les plus horribles. Minerve, qui l'inspirait toujours, l'aida sans doute dans cette entreprise. On peut le croire sans calomnier les dieux.

De prétendus docteurs opposent aux révolutions le respect dû à l'autorité, comme si l'autorité était un être concret, ayant sa vie

(1) *Essay on civil government*, chap. XVIII.

propre, avec des lois et des privilèges indépendants du corps social. Fables que tout cela ! cette mythologie politique a duré trop longtemps. L'autorité n'existe point par elle-même : l'autorité commence et finit avec le mandat qui lui a donné naissance, c'est-à-dire avec la volonté du peuple ou de la communauté, qui est la source unique de tous les pouvoirs.

Nul ne saurait contester à un peuple le droit de changer ses institutions, même par un effort violent, lorsque ses intérêts l'exigent, sans nier en même temps les lois de la vie, qui sont les premières de toutes les lois.

L'arbre, emprisonné dans son écorce, peut briser ce vêtement qui le gêne. C'est le droit éternel du printemps. Il en est de même d'un peuple à l'égard des institutions, qui arrêtent son développement naturel.

River, sous quelque prétexte que ce soit, les nations à leurs gouvernements, c'est déclarer que les peuples sont des troupeaux et qu'ils appartiennent à leurs pasteurs ou aux

chefs qui les dirigent. Le successeur de Tibère, Caligula, professait cette belle doctrine. Il en concluait fort naturellement que les rois étaient des dieux ou les peuples des bêtes. Le formidable sophiste se donnait quelquefois le luxe d'un syllogisme ou d'un dilemme entre deux têtes coupées.

La raison même a dicté ces paroles de Mirabeau : « On plaint le peuple qui, façonné à l'esclavage, n'aspire point à la liberté qu'il ne connaît pas; mais on méprise celui qui, après l'avoir possédée, cesse un moment de songer qu'il l'a perdue ou de faire du soin de la recouvrer le premier de ses devoirs, l'objet continuel de ses méditations, le but unique de ses efforts (1). »

Toute révolution; qui introduit un droit ou une liberté dans le monde, peut et doit être considérée comme légitime, car elle agrandit le patrimoine de l'humanité. Elle lui donne de nouvelles forces et comme de nouveaux orga-

(1) *Adresse aux Bataves sur le Stathoudérat.*

nes, pour l'aider à remplir le rôle qui lui est assigné dans l'ordre universel.

Toute révolution, qui n'a point pour objet le triomphe d'un droit contesté ou d'une liberté méconnue, doit être considérée comme illégitime. Ce n'est qu'une course de forbans à travers la société. Les motifs, plus ou moins honnêtes, qu'invoquent les auteurs de l'entreprise, ne sont que de fausses lettres de marque, fabriquées par des corsaires qui doivent être mis au ban du monde civilisé.

Malheur au peuple que tous les changements attirent! il ressemble à ces arbres des bords de la mer, que le souffle des tempêtes secoue sans cesse et qui ne tardent pas à être déracinés.

Malheur au peuple qui accepte et subit tous les changements avec une sorte d'indifférence! il marche à grands pas vers la servitude, s'il n'est point déjà dans les mains d'un maître :

c'est une proie qui s'offre d'elle-même à toutes les ambitions.

Honte et malheur au peuple qu'aucun excès du pouvoir ne peut arracher à son immobilité ! A chaque coup qui le frappe, à chaque injure qu'il subit, la vie se retire de lui, et, quoiqu'il semble toujours vivant, on peut dire que c'est un cadavre déjà couché dans la tombe.

Voulez-vous savoir si un gouvernement a le droit de vivre ? Examinez avant tout si, par ses institutions, il élève le niveau du peuple pour le faire entrer davantage dans l'humanité. Vous dites qu'il a développé le bien-être ? A merveille ! Mais a-t-il ajouté à la somme des droits ? le domaine des libertés s'est-il agrandi ? y a-t-il plus de citoyens dans l'État ? peut-on dire surtout qu'il y a plus d'hommes ? Voilà les questions fondamentales. On mange davantage, on mange mieux, dites-vous, et c'est à ce gouvernement qu'on le doit. Qu'importe, si l'homme est abaissé, le citoyen amoindri, le sentiment du droit et du devoir atteint jusque dans sa source ! Ce gouvernement soi-

gne les corps et tue les esprits; qu'on lui donne des bêtes à nourrir, mais que l'humanité en soit débarrassée pour toujours.

Vers la fin du dernier siècle, on jouait à Londres une pièce comique où le premier personnage donnait un coup de pied au second, qui le rendait au troisième, et ainsi de suite jusqu'au dernier, qui, ne pouvant le rendre à personne, le gardait philosophiquement pour lui-même. C'était l'image de l'ancien ordre social. La comédie se joue encore de nos jours, mais les rôles sont changés; le coup de pied descendait : maintenant, il remonte, il part du dernier personnage, et quelquefois il arrive jusqu'au premier : c'est la vengeance tardive, mais légitime, des révolutions.

Pascal a dit dans cette satire amère que lui a inspirée le spectacle de l'humanité : « La justice sans la force est impuissante, la force sans la justice est tyrannique; ne pouvant faire que ce qui est juste fût fort, on

a fait que ce qui est fort fût juste (1). » Voilà, en effet, comment se sont fondés, en général, les gouvernements. Or, il y a des révolutions qui, en changeant les conditions du pouvoir, ont pour but de mettre la force dans les mains de la justice ; comment contester leur légitimité ? Toutes celles qui tendent à mettre la justice dans les mains de la force, ne font que ramener l'humanité en arrière et sont par là même illégitimes.

(1) *Pensées*, art. 9.

IV

QUALITÉS

QUE LES RÉVOLUTIONS EXIGENT

On doit marcher à une révolution comme à une bataille, en faisant le sacrifice de son repos, de son bonheur et de sa vie. Il faut même pouvoir répéter, au besoin, ce grand mot de nos pères : « Périssent nos mémoires, mais vivent nos principes ! » Vous n'avez pas ce courage ? tenez-vous à l'écart ; faites-vous quaker, si vous le voulez, pour vous donner le plaisir de tutoyer vos maîtres, mais fuyez les orages politiques.

Le second Brutus écrivait à Cicéron : « Nous craignons trop la mort, l'exil et la pauvreté. » Cette crainte n'agissait point sur Brutus, qui fut le philosophe armé de la liberté, comme il le fit voir, mais elle paralysa Cicéron et d'autres grands noms de la République : elle rendit impossible par là même le

succès de la révolution commencée par le meurtre de César.

Quand Danton s'écriait dans son éloquence emportée : *de l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace*, il indiquait d'une façon énergique le premier besoin des révolutions et la force maîtresse de ceux qui veulent les diriger. Sans cette qualité fondamentale, toutes les autres perdent de leur valeur, et elles courent même le risque d'être frappées d'impuissance.

Il y a deux sortes d'audace. L'une vient du tempérament plutôt que de l'esprit : c'est une ardeur et une effervescence du sang ; l'autre naît surtout des idées et des convictions. La première a plus d'élan, mais elle est sujette à plus de défaillances, et ne se garde pas assez des écueils ; la seconde est plus froide et plus réservée, mais en même temps plus soutenue : elle rencontre aussi un écueil dans le fanatisme. L'idéal, dans ces temps de crises, qui décident souvent des destinées

d'un peuple, c'est la hardiesse de l'esprit, servie par le tempérament.

Les girondins étaient doués des qualités les plus brillantes. Où trouver de plus nobles figures que Vergniaud, Gensonné, Guadet et leurs collègues ? Ils aimaient avec passion la France et l'humanité. C'étaient des esprits lettrés et même philosophes. Ils avaient adopté toutes les idées généreuses du dix-huitième siècle et ils les exprimaient dans un magnifique langage. Quels orateurs ! quels tribuns ! Ils semblaient s'être abreuvés à toutes les sources de l'éloquence, et ils purent être admirés, même après Mirabeau. Malgré tous ces avantages, les girondins furent vaincus par les montagnards, qui leur étaient inférieurs, mais qui eurent le génie de l'audace. La Révolution aurait peut-être péri dans leurs mains : les montagnards la sauvèrent ; mais, après cette œuvre patriotique, ils finirent par succomber eux-mêmes, ce qui était inévitable, parce qu'ils ne surent pas échapper à cette double fièvre du sang et du fanatisme, qui pousse l'audace à tous les excès.



Parmi les avantages dont on ne peut se passer, quand on aspire à diriger les multitudes, il faut citer avant tout le talent oratoire. Voilà pourquoi les anciens, qui vivaient sur la place publique, et chez qui le pouvoir semblait livré à d'éternels orages, accordèrent toujours tant d'estime à l'éloquence. C'était pour eux un instrument nécessaire du gouvernement et comme un organe essentiel de la vie politique. Le même besoin existe à différents degrés dans toutes les démocraties; elles demandent surtout, même de nos jours, à être gouvernées par la parole.

L'éloquence seule, malgré sa puissance, ne suffit pas au tribun qui est appelé à haranguer les foules dans les émotions populaires : il faut qu'il y joigne des dons physiques, tels que le port, la voix et surtout le geste, qui achève et prolonge la parole, au moment où elle tombe des lèvres de l'orateur. La taille même, une certaine taille lui est plus ou moins nécessaire. Démosthènes et Cicéron auraient paru moins éloquents aux peuples d'Athènes et de Rome, si leur stature, trop inégale, les avait cachés à l'assemblée, et s'il

avait fallu en quelque sorte les découvrir à la tribune. Quand l'orateur ne possède pas ces dons, il est mal armé pour la lutte, et l'empire des esprits risque de lui échapper.

Il ne s'agit pas seulement, dans les temps révolutionnaires, de pouvoir improviser des harangues pour retenir à chaque instant une autorité qui chancelle; il s'agit aussi d'improviser des résolutions pour répondre sans retard aux besoins du moment. Cette possibilité suppose nécessairement une certaine promptitude d'esprit, qui n'est jamais bien commune, mais qui peut conduire à toutes sortes d'écueils, quand les problèmes qu'il faut résoudre n'ont pas été suffisamment étudiés ou qu'ils sont encore enveloppés d'incertitudes.

La situation changeant d'heure en heure dans les grandes crises politiques, il faut que l'action et la parole y soient également promptes. Que la langue bégaie, que la volonté hésite, et le succès du mouvement peut être compromis, quelquefois même perdu.

« Cet homme ne parle jamais, mais il ment toujours, » a-t-on dit d'un personnage contemporain. La discrétion est nécessaire quand on prépare un grand mouvement; le mensonge peut être utile, mais il est malhonnête. Savoir faire mentir le silence, pour tromper sur ses desseins, serait le comble de l'art. Toutefois, on n'arrive ainsi qu'aux coups d'État, et toujours pour le malheur des peuples. Le progrès de l'humanité ne saurait être le fruit d'un guet-apens.

Une qualité indispensable, mais trop rare, dans les chefs des mouvements politiques, c'est de savoir modérer les forces qu'ils dirigent. Le succès d'une cause juste est souvent compromis par l'emportement et la violence de ses défenseurs. Tel est surtout l'écueil de la démocratie, qui sera maîtresse le jour où elle saura se contenir et résister à ses propres entraînements.

Encore une qualité nécessaire dans les hommes qui, le lendemain du triomphe, veulent assurer l'avenir de la révolution; c'est ce

courage d'esprit, qui leur permet de repousser les utopies et les chimères; lors même qu'elles plaisent à la foule. Il faut sans doute que les idées les plus extravagantes puissent se produire, c'est le droit commun de la liberté; mais quand ces vierges folles, qui ont éteint leur lampe ou qui ne l'ont jamais allumée, viennent frapper à la porte de ceux qui gouvernent, ils doivent avoir la force de leur dire, au risque de déplaire : Passez votre chemin.

On peut caractériser en deux mots le véritable génie révolutionnaire : demander au présent tout ce qui est possible, sans craindre les résistances, de quelque nature qu'elles soient, mais n'en exiger rien d'impossible.

V

COMMENT ET POURQUOI

LES RÉVOLUTIONS ARRIVENT

Sully a dit quelque part : « Les révolutions qui arrivent dans les grands États ne sont point un effet du hasard ni du caprice des peuples (1). » C'est la réponse même de l'histoire à tant de sottises déclamations, qui se répètent tous les jours et qui ont servi de texte à de gros livres.

Il n'y a guère de révolution possible sans que l'intérêt public lui serve de motif ou du moins de prétexte. Lorsque le gouvernement peut être changé sans recourir à un pareil mobile, il est permis de dire que la nation n'existe plus, et qu'il s'agit uniquement de savoir qui mettra la main sur ses dépouilles.

Les esprits légers, et c'est toujours le

(1) *Mémoires*, t. I, p. 133.

grand nombre, se trompent fréquemment sur l'origine des révolutions, qu'ils attribuent volontiers aux événements qui en ont donné le signal, au lieu de remonter à des causes plus générales ou plus profondes, qui les ont rendues possibles et quelquefois même inévitables. Ce point de vue, dont ils abusent, leur permet de les considérer comme de simples accidents, et ils manquent rarement de le faire, avec un air superbe de philosophie.

Petites causes, grands effets : c'est ce qu'on peut voir dans certaines pièces de théâtre, qui ne sont pas toujours dictées par le génie. Mais la vie des sociétés humaines, dans ses diverses manifestations, est soumise à d'autres règles, et si quelque éclat s'y produit à la suite d'un incident, c'est que la tempête avait eu le temps de se former dans le sein des masses. Une brise ne suffit point pour soulever l'Océan.

Ce n'est pas précisément pour venger l'honneur de Lucrece que Rome, dans l'Antiquité,

renversa les Tarquins, et ce n'est pas non plus pour se soustraire à l'impôt du thé que l'Amérique du Nord, dans les temps modernes, a rompu le lien qui la rattachait à l'Angleterre. Mais il arrive un moment où les peuples se sentent comme emprisonnés dans les institutions qui les régissent; ils profitent alors de la première circonstance pour briser ces institutions, dont le joug leur est devenu insupportable. Le plus léger grief, le moindre prétexte leur suffisent; le signal est donné, et la révolution s'accomplit.

On peut assigner plusieurs causes aux révolutions; ces causes varient naturellement avec les circonstances. Mais quand un peuple s'agite et s'en prend au gouvernement qui dirige ses destinées, c'est toujours pour un intérêt, matériel ou moral, qui cherche une satisfaction que le pouvoir lui refuse. La révolution, en un mot, naît du désaccord plus ou moins profond qui existe entre les sentiments ou les besoins d'un peuple et les institutions ou les hommes qui le gouvernent.

Des historiens se fatiguent quelquefois à rechercher les moyens qui auraient pu écarter une crise révolutionnaire. Charles I^{er} ne pouvait-il pas prévenir ou du moins conjurer les colères du Parlement? Louis XVI était-il fatalement livré aux vengeances de la Convention? Questions honnêtes, mais un peu naïves! Lorsque les abus se sont accumulés et qu'ils règnent depuis des siècles, il faut, pour abattre ces monstres, la massue d'Hercule. Cette massue est trop lourde pour la main des rois, qui sont toujours les esclaves de leur entourage. Il n'y a que les peuples qui aient la force de la prendre dans ces moments tragiques, où l'excès de l'injustice les arme contre leurs oppresseurs.

Un peuple peu cultivé se laisse dépouiller impunément de ses droits politiques; mais il tient à ses intérêts par toutes ses fibres, et lorsqu'il les sent menacés, il se lève volontiers pour les défendre. Il y a pour les paysans, par exemple, un trésor plus précieux que tous les droits de l'humanité : c'est une simple motte de terre.

Ce qui blesse le plus un peuple éclairé, c'est la perte de ces droits qui constituent le patrimoine moral des sociétés humaines. Il ne permet jamais qu'un pouvoir coupable les lui ravisse, à moins qu'il n'ait perdu le sentiment de sa dignité et qu'il ne marche à grands pas vers la décadence.

Pourquoi l'impôt joue-t-il un si grand rôle dans l'histoire des mouvements politiques? Parce que la main du fisc se fait sentir à tout le monde, et que le mécontentement, qui naît de ses rigueurs, tend à devenir plus ou moins général. Il suffit, dans ce cas, de la plus petite étincelle pour allumer dans l'État un vaste incendie.

Contradiction plus apparente que réelle : voici un peuple qui a passé par tous les excès du despotisme; ses droits les plus chers lui ont été ravis successivement; il a vu tomber ses libertés l'une après l'autre, et la main avare du fisc lui a pris non-seulement tout ce qu'il devait donner, pour parler la langue de

Montesquieu, mais encore tout ce qu'il pouvait donner. Cependant il n'a jamais opposé la moindre résistance. Il semblait s'être façonné à la servitude et avoir même fait alliance avec elle. Tout à coup, ce peuple si calme et si tranquille, qui pouvait faire douter de sa force et de sa virilité, est sorti de son assoupissement; il a pris une attitude menaçante : il s'agite, il s'emporte et il lève l'étendard de la révolte. Pourquoi cette brusque explosion de colères? Le despotisme, déjà si lourd, a-t-il pesé sur lui d'un plus grand poids? Lui a-t-il imposé de nouvelles charges? L'a-t-il dépouillé d'une dernière liberté sauvée par hasard du naufrage? Il n'a essuyé aucun de ces malheurs. Mais l'insolence d'un agent subalterne, digne valet du maître, lui a montré tout à coup à quel degré de servitude il était descendu sans se plaindre. Tous ses griefs lui sont apparus à la fois : il s'est senti remué jusqu'au fond des entrailles; et voilà pourquoi il rugit maintenant comme un lion.

Lorsqu'une classe aristocratique ou bourgeoise se charge du premier rôle, le mouve-

ment est discipliné dès le début, l'armée révolutionnaire a ses chefs qui l'attendent, et elle marche en ordre de bataille. Il n'en est pas de même quand le peuple se présente seul au combat; ce n'est plus qu'une agitation irrégulière et désordonnée, jusqu'au moment où des chefs inconnus sortent du sein de la foule pour organiser et conduire les forces populaires.

Rien de plus varié que les révolutions, malgré leurs ressemblances. C'est un spectacle qui change avec les temps, les lieux et les tempéraments des peuples qui entrent en scène. Le fond du drame est toujours le même sans doute; mais quelle diversité dans les personnages, dans les incidents et dans le jeu des forces qui prennent part à la lutte!

Si la vie publique est concentrée dans quelque grand foyer, qui attire en quelque sorte toutes les forces nationales, c'est là d'ordinaire que la lutte s'engage. La révolution, une fois maîtresse, court rapidement du

centre aux extrémités, et ce n'est plus qu'une marche triomphale.

Au contraire, lorsque la vie publique est répandue sur tout le territoire, le mouvement se produit sur plusieurs points à la fois, et la révolution s'avance des extrémités vers le centre, pour y porter le dernier coup au pouvoir qu'elle a juré de détruire.

Que la révolution soit déjà commencée dans les esprits, et il suffit d'une poignée d'hommes résolus pour entraîner tout un peuple. Les caractères faibles et timides suivent le mouvement. Quant à la masse, elle s'y rallie dès le début, parce que l'audace est pour elle le signe de la force, et que la force l'attire d'une façon irrésistible (1).

(1) Bacon a dit : « It is often seen that a few that are stiff do tire out a greater number that are more moderate. — *Essays civils and morals.*

VI

PAR QUELS MOYENS

ELLES RÉUSSISSENT

On peut, dans un petit État, amener par des conspirations un changement politique. Mais ces conspirations n'ont pas la même puissance dans un État de quelque étendue, et ce qu'on peut en attendre de mieux, c'est une tragédie de palais. Il faut, pour agir dans un grand État, avoir pour complice l'opinion publique. L'insurrection doit être faite ou commencée dans les esprits, avant de se montrer dans les rues et de livrer bataille au pouvoir qu'il s'agit de renverser au nom de l'intérêt commun.

Un mouvement politique a d'autant plus de chances de succès qu'il intéresse plus d'individus. Il trouve aussitôt une armée pour le soutenir et le défendre. Quelques hommes peuvent se consacrer au triomphe d'une idée; mais ce sont les intérêts qui entraînent le

dance. Tous ses défenseurs n'étaient pas des demi-philosophes, comme Franklin. La religion inspirait la plupart de ses soldats et les armait en même temps contre les institutions politiques et religieuses de la métropole.

Pour assurer le succès des révolutions, il faut surtout savoir les discipliner. Il n'y a guère d'autre moyen de leur donner la victoire, mais ce moyen est infaillible. Comment résister à la tempête, quand elle a une boussole et qu'elle marche directement au but ?

Tout gouvernement, sorti d'une commotion politique, doit éviter avec soin d'alarmer les intérêts qu'il ne veut pas frapper. Il leur donnera même, s'il est habile, toutes les garanties possibles. Les intérêts n'ont pas, en général, un tempérament bien héroïque ; mais, quand la peur les saisit, ils se font volontiers belliqueux, et ils arrivent même à un degré d'exaltation qui les rend capables de tout. Le nouveau pouvoir doit les rassurer, s'il veut diminuer le nombre des résistances et rendre sa marche d'autant plus facile.

La tactique des révolutions n'est pas celle des gouvernements. On peut être violent, il faut même l'être quelquefois, lorsqu'il s'agit de révolutionner un peuple et de rompre avec le passé.

Quand un pouvoir existe depuis longtemps et que sa force est reconnue, il peut être magnanime jusqu'à l'excès. On n'en doit pas dire autant d'un pouvoir qui vient de naître à la suite d'une insurrection et qui n'a pas encore eu le temps de s'asseoir. Sa générosité a le caractère de la faiblesse; il semble douter de lui-même et de son avenir. C'est ce qui arrive surtout, quand la république a remplacé la monarchie. La simplicité du pouvoir lui a ravi déjà une partie de son prestige, sa douceur et sa bonté achèvent de le compromettre. Le peuple, qui l'appuyait, ne tarde pas à lui échapper; il cesse bientôt de croire au droit qui ne sait pas se défendre ou qui semble hésiter à venger ses injures.

A quoi bon user de rigueur? Le gouvernement déchu n'a plus de partisans; ses anciens amis viennent à nous et demandent

à se placer sous notre drapeau. — N'avez-vous pas fait une révolution? — Vous l'avez bien vu, et il vous est facile d'ailleurs de vous en assurer. — Cette révolution n'a-t-elle pas détruit certains intérêts? n'en menace-t-elle pas d'autres? — Sans aucun doute; mais elle est tellement juste que ses intérêts eux-mêmes se sentent désarmés. — Et vous n'avez point d'ennemis? — Il nous est impossible d'en découvrir. — Je vous plains, vous êtes perdus.

Vous aspirez à fonder un nouveau gouvernement et vous voulez réussir : gardez-vous avant tout des idylles politiques ! on n'a pas encore trouvé le secret de mettre une révolution en pastorales.

On doit savoir s'arrêter à propos, quand on est obligé de frapper. C'est une maxime qui ne devrait jamais être oubliée le lendemain des révolutions. « Je ne dis pas, écrivait Guicciardini, que celui qui gouverne n'est pas forcé plus d'une fois de mettre les mains dans le sang, mais je prétends qu'il ne doit pas le faire sans une grande nécessité, et que bien

souvent on y perd plus qu'on n'y gagne ; car on n'offense pas seulement ceux qu'on frappe, on déplaît aussi à beaucoup d'autres. On supprime sans doute un ennemi, un obstacle, mais la semence reste, et l'ennemi qui disparaît est bientôt remplacé. Il arrive même souvent, comme dans la fable de l'hydre, que d'une tête coupée naissent aussitôt sept nouvelles têtes (1). »

Il est toujours plus ou moins facile de faire une révolution et d'en assurer le succès, quand on n'aspire qu'à changer le chef du gouvernement, sans toucher à la forme du pouvoir ni aux institutions qui l'entourent. Ce n'est qu'un cavalier à démonter ; le cavalier à terre, un autre est là pour prendre sa place. On ne fait que changer les harnais, et le pouvoir se remet en selle sur le dos du peuple, ce vieux Bucéphale des rois. Ainsi s'explique le succès de tant de révolutions à Rome, à Bysance et dans les monarchies orientales, sans parler de notre Europe moderne.

(1) *Ricordi politici e civili*;

Les révolutions démocratiques offrent de grandes difficultés, surtout dans les États qui ont vécu longtemps sous le régime monarchique. Il ne s'agit pas seulement de chasser un roi, mais la royauté elle-même, avec les intérêts qui lui servent d'appui. Le meilleur moyen, c'est d'opposer à ces intérêts, qui sont ceux du petit nombre, les intérêts de la foule, c'est-à-dire du peuple tout entier, qui devient ainsi l'héritier de la monarchie et qui s'arme au besoin pour défendre son héritage.

On ne doit pas négliger, quand on veut fonder une république, d'écarter avec un soin jaloux tout ce qui peut rappeler la monarchie. Rien ne doit être ménagé. C'est peu de s'attaquer aux emblèmes du pouvoir déchu : il faut craindre jusqu'aux pierres des palais, qui ont servi de demeure à la royauté et qui semblent conspirer encore pour elle. Qu'on n'hésite pas à les détruire, s'il est impossible d'en changer la signification et le caractère, en les appropriant à des usages nouveaux. On a toujours vu les usurpateurs, qui voulaient faire souche de rois, se substituer partout au peuple et marquer tout de leur griffe. Il y en a

qui ne sont conduits que par une vanité grossière, mais la plupart obéissent à un instinct profond. S'ils cherchent à se multiplier, pour ainsi dire, en multipliant leur image, c'est qu'ils veulent s'emparer des regards pour arriver à la conquête des esprits. L'élite de la nation résiste, mais la foule est toujours subjuguée; cet exemple ne doit pas être perdu pour la république. On ne chasse jamais les dieux, si faux qu'ils puissent être, qu'en les remplaçant. Les nouveaux gouvernements, comme les nouveaux cultes, ont besoin pour s'établir de se faire iconoclastes.

Quoi! il faudrait s'en prendre aux monuments, à des chefs-d'œuvre peut-être, dans l'intérêt d'une idée politique? Il n'est pas besoin, pour affranchir les peuples et assurer les destins de la démocratie, de sacrifier le plus petit chef-d'œuvre; mais ce sacrifice serait nécessaire, qu'il ne faudrait point reculer. Les Apollons, les Vénus, les Dianes, toutes ces formes divines qui sont nées du souffle de l'art, n'ont rien à faire avec nos révolutions: la monarchie ne les a pas créées, la

république peut les entourer de son culte et permettre aux esprits élevés d'y puiser, comme toujours, les plus nobles jouissances. Mais s'il se rencontrait quelque part un monument qui conspirât contre la liberté, l'art lui-même ne devrait pas se plaindre de le voir disparaître avec le despotisme : il y a plus de beauté dans la noble attitude d'un peuple libre que dans tous les chefs-d'œuvre de pierre ou de marbre, qui ont pu sortir de la main des artistes.

Un péril que doit éviter toute république naissante, c'est de s'isoler, par un excès de centralisation, dans la capitale de l'empire, où elle peut être étouffée quelque jour, comme un roi dans son palais. Il faut qu'elle se répande dans toutes les parties du territoire. C'est par des institutions locales, douées d'une vie forte et indépendante, qu'elle peut être présente partout et opposer, en cas de besoin, des millions de têtes aux coups de ses adversaires. La liberté des communes et des provinces, liées au centre com-

mun, sans lui être asservies, doit servir de rempart à la liberté de la république.

Ce qui n'est pas moins nécessaire, quand on veut assurer l'avenir d'un gouvernement républicain, le lendemain d'une révolution, c'est de rompre sans hésiter avec les traditions militaires du passé. Toute armée permanente porte la monarchie dans les plis de ses drapeaux. C'est ainsi que finit la république romaine et que sont mortes depuis la plupart des républiques. La France a vu deux fois le meurtre de la liberté par les soldats. Une république, qui se fonde et qui veut vivre, surtout quand elle succède à la royauté, doit écrire ces mots dans sa constitution : Il n'y a plus d'armée permanente.

Vous croyez que tout est fini, parce que vous avez bâti à la hâte une république de carton sur ce sol où la monarchie respire encore dans des institutions fortes et solides, comme le granit? Oh! l'étrange simplicité!

Toutes les révolutions doivent redouter ces retours de la fortune qui déplacent sans cesse la force et la ramènent parfois dans la main des vaincus. Il n'y a qu'un moyen pour elles d'échapper aux réactions si fréquentes dans l'histoire ou du moins de les condamner à l'impuissance : c'est de leur léguer des ruines irréparables et de creuser derrière elles un fossé assez large et assez profond pour qu'il ne puisse pas être franchi.

Pour fonder un ordre social nouveau, il faut abattre et déraciner l'ordre social ancien. Ainsi procède la nature dans le drame profond et compliqué de la vie. Quand une flore se montre, c'est sur les débris de la flore qui l'a précédée : il en est de même des faunes. La vie n'apparaît et ne se développe dans ses fécondes énergies qu'au sein même de la mort.

VII

DES CAUSES QUI LES FONT ECHOUER

Les principes, si justes qu'ils soient, ne triomphent pas uniquement par leur propre vertu. Ce n'est pas même assez de leur prêter pendant quelques jours la force et l'autorité de la loi. Il faut de l'art et beaucoup d'art, pour agir puissamment sur les sociétés humaines. On l'oublie trop dans les jours de révolution, et de là tant d'avortements politiques.

On voit rarement les premiers défenseurs d'une idée politique assister à son triomphe ; ils n'ont pas toujours assez d'influence pour lui ouvrir le chemin du pouvoir, et il leur arrive plus d'une fois d'être les victimes de quelque tentative malheureuse.

Quand un mouvement n'a d'autre cause

que l'instabilité naturelle des esprits et des caractères, ou les aspirations vagues du peuple, on n'en saurait attendre aucun résultat favorable. Il ne peut guère aboutir qu'à une évolution de personnes. Les acteurs changent ; mais la scène reste la même.

Ne demandez pas à un peuple, même pour l'affranchir, une longue suite d'efforts et de sacrifices. Il se lasse bientôt de cet état violent, et souvent il finit par préférer la servitude. Voulez-vous l'entraîner ? montrez-lui un but prochain. Autrement, il refusera de vous suivre, pour retourner tristement en arrière, malgré toutes les conquêtes que vous pourrez lui offrir. Alexandre, arrivé sur les bords de l'Indus, voulut mener ses soldats jusqu'au Gange ; il promettait de les introduire dans un monde plein de merveilles. Les soldats refusèrent d'aller plus loin. Un peuple se fatigue bien plus vite qu'une armée.

C'est un danger pour les révolutions de soulever trop de problèmes à la fois, parce

qu'elles multiplient imprudemment le nombre de leurs adversaires. Il faut qu'elles aient un but unique, précis, déterminé et qu'elles y marchent d'un pas résolu. Les résistances, dans ce cas, sont moins nombreuses, et il est plus facile d'en triompher.

Ce qui est aussi dangereux, sinon davantage, c'est de proclamer, au nom de certaines doctrines, qui sont à peine ébauchées, des idées et des principes dont l'application est difficile et parfois même impossible. On allume ainsi des espérances que la loi ne peut pas tenir. C'est un ferment d'agitation, jeté dans les foules, et il en sort plus d'une fois des guerres civiles, qui détruisent l'œuvre des premiers jours.

C'est courir au devant d'un échec, lorsqu'on veut fonder un nouveau régime, que d'entreprendre en détail de petites réformes. Platon disait que c'était vouloir couper les têtes de l'hydre. Il n'y a que les grands coups qui puissent assurer la victoire.

Deux excès sont à craindre pour un pouvoir qui s'est établi à la suite d'une révolution : l'excès de rigueur et l'excès de générosité. On se perd également par l'un et par l'autre.

« Soderini, dit Machiavel, croyait désarmer les ennemis de la république par sa patience et sa bonté, il se trompa. Il avait assez de sagesse pour comprendre qu'il devait s'en débarrasser, et ils lui en fournissaient eux-mêmes l'occasion par leurs menées ambitieuses; mais il ne sut jamais prendre ce parti. Ce qui l'en détournait, ce n'était pas seulement le ferme espoir de gagner ses adversaires à force de bienveillance; c'était aussi, comme il l'avoua plus d'une fois à ses intimes, la répugnance qu'il éprouvait à s'armer de moyens extraordinaires pour conjurer le péril. Il craignait de donner un mauvais exemple et de nuire à la cause qu'il était appelé à servir. Quoi de plus facile cependant que de prouver plus tard par sa conduite qu'il n'avait eu d'autre mobile que le bien public? Mais ce qui le paralysa surtout, c'était

l'ignorance où il était que ni le temps ni la générosité ne saurait désarmer des oppositions incorrigibles. Il n'avait pas su imiter Brutus; il se perdit lui-même avec la république (1). » L'histoire de Soderini s'est répétée bien des fois. Nous l'avons vue se reproduire de nos jours. Voilà où conduisent ordinairement ces illusions généreuses.

Pour pouvoir être généreux sans péril, il faut que la générosité apparaisse comme un ornement de la force et ne puisse être jamais confondue avec la faiblesse.

Une vigueur excessive est dangereuse et peut amener quelquefois la chute du nouveau pouvoir, parce qu'elle remplace les oppositions par la haine. C'est ce qui arrive surtout, quand ce régime se prolonge et menace de passer à l'état de gouvernement. Les citoyens les plus obscurs et les plus inconnus croient

(1) *Discorsi sopra la prima Deca. di Tito Livio.* Lib. III, cap. 3.

avoir tout à craindre. Tous, ou presque tous, étaient indifférents : ils deviennent hostiles, et ce sont bientôt des ennemis implacables. Ils n'attendent plus qu'une occasion favorable pour se venger.

La violence du langage dans un gouvernement révolutionnaire est presque toujours une faute, parce qu'elle fait croire à toutes sortes de périls, et qu'elle donne raison, du moins en apparence, aux accusations les plus insensées. On pardonnerait plus de rigueur dans les actes, avec plus de modération dans les paroles. Il y a de l'habileté à tempérer par les formes les sévérités d'une politique qui ne peut pas toujours être généreuse, sans s'exposer à périr.

Il y a des mouvements qui doivent nécessairement avorter, et la raison en est qu'ils arrivent trop tôt ou trop tard.

Des esprits généreux voulaient, par un coup d'audace, améliorer la condition politique et sociale de ce peuple. Ils n'ont pas été

compris, et ils ne pouvaient pas l'être. Le peuple n'était pas mûr pour les destinées qu'ils prétendaient lui faire : ils ont eu le malheur de venir trop tôt.

En voici d'autres qui sont venus trop tard. C'est en vain qu'ils ont cherché par un effort courageux à ranimer un corps déjà pris de défaillance ; comment auraient-ils pu réussir ? Il n'y a que la jeunesse et la maturité des peuples, qui se prêtent à ces traitements énergiques.

Il ne faudrait pas remettre à des esprits trop pliés aux sciences exactes la direction d'un mouvement politique. Ce sont, en général, de très-mauvais guides. Les hommes leur apparaissent comme des quantités mathématiques : ils ont la passion de la ligne droite, et l'humanité, dans sa marche à travers le temps, ne peut décrire que des courbes plus ou moins régulières.

Voulez-vous compromettre une révolution ? Confiez-la à des rhéteurs qui parleront toujours. Voulez-vous la perdre à coup sûr ? Li-

vrez-la à des poètes, qui chanteront au lieu d'agir. Le temps est passé, malheureusement, où l'on bâtissait les cités au son de la lyre.

Il y a des révolutions qui, soit générosité, soit faiblesse, confient leurs intérêts à des hommes que leur avènement a blessés. Elles courent follement à leur ruine.

Essayer, comme on le fait quelquefois, d'accoupler la royauté avec des institutions républicaines ou la démocratie avec des institutions monarchiques, c'est entrer dans le monde des chimères. Il y a des compromis qui peuvent être conseillés, et même commandés par les événements; mais ils ne sont jamais sans danger, surtout quand on veut en faire des principes; et c'est là qu'échoue plus d'une fois la fortune des révolutions.

VIII

ÉCUEILS ORDINAIRES

DES MOUVEMENTS DÉMOCRATIQUES

La démocratie ressemble à ce capitaine de l'Antiquité qui savait très-bien vaincre, mais ne savait point user de la victoire. De là ses nombreuses chutes. Ses ennemis connaissent sa faiblesse, et ils ne manquent jamais de l'aider à s'ensevelir dans son propre triomphe.

« Athéniens, disait un jour Solon, vous êtes remplis de finesse, quand vous traitez vos propres affaires; mais la sagesse vous manque, lorsque vous touchez à celles de la République. »

Ces Athéniens à la fois si clairvoyants et si aveugles, selon qu'il s'agit de leur propre fortune ou de celle de l'État, appartiennent à tous les pays et à tous les

temps : on les rencontre presque partout dans les démocraties, lorsque le pouvoir, à la suite d'une révolution, est tombé en quelque sorte sur la place publique.

Ce qui manque souvent au peuple, quand il veut s'affranchir et qu'il s'est jeté dans la lutte, c'est un chef qui dirige ses mouvements. Il peut être plus à craindre dans le premier moment pour ses adversaires, parce qu'il est moins contenu ; mais ce péril passe bien vite. Il ne s'agit que de savoir se dérober au premier choc. Bientôt tout ce feu se refroidit, et le peuple, abandonné à lui-même, retombe dans l'impuissance. « Rien n'est plus redoutable qu'une multitude déchaînée qui n'a pas de chef, disait Machiavel ; mais rien n'est plus faible en même temps (1). » Aussi le grand Florentin conseillait-il au peuple de songer avant tout à un chef, s'il ne voulait pas s'exposer à des tentatives stériles.

(1) Non ci è cosa dall' un canto più formidabile che una multitudinè sciolta e senza capo, e dall' altra parte non è cosa più debole. (*Discorsi sopra la prima Dec. di Tito Livio*, cap. LVII.)

Un autre écueil des mouvements démocratiques, lors même qu'un chef les dirige, c'est l'indiscipline qui se glisse avec tant de facilité dans les rangs des masses et qui leur est, pour ainsi dire, naturelle. Elles perdent nécessairement par là une partie de leur force. Il n'en est pas de même des classes bourgeoises ou aristocratiques. Aussi risquent-elles moins d'échouer, comme l'histoire le montre, quand elles se jettent dans quelque entreprise révolutionnaire.

La victoire elle-même est une source de périls pour la démocratie. Plus l'oppression a été grande, plus les douleurs ont été vives, et plus les exigences tendent à se multiplier. Le gouvernement, qui est sorti de la victoire, se trouve ainsi, dès le début, environné d'obstacles, et trop souvent il rencontre des adversaires dans ses amis de la veille.

Il est bien rare que la démagogie, avec ses erreurs et ses excès, ne suive pas de près le triomphe de la cause populaire. C'est le sphynx qui se dresse avec ses énigmes devant

les OEdipes de la démocratie : ils doivent vaincre le monstre, s'ils ne veulent pas être dévorés.

On peut distinguer trois espèces de démagogues. Les uns sont des fanatiques : ils aiment sincèrement le peuple, mais d'un amour peu éclairé, et dans leur aveuglement ils se laissent emporter à toutes les extravagances. Les autres sont des ambitieux : ils inventent tous les jours de nouveaux projets pour flatter les passions et les convoitises du maître dont ils cherchent à exploiter la faveur. Il y a longtemps qu'Aristote a flétri justement ces courtisans du peuple, qui ne valent pas mieux que ceux des rois (1). Les derniers sont des traitres à la solde de quelque parti. On doit les considérer comme les plus dangereux : ils sèment les défiances et les paniques, ils prodiguent les conseils perfides, ils poussent hypocritement à travers les hasards le char de la révolution pour le jeter dans quelque précipice.

(1) *Politique*, liv. V, chap. III.

L'avènement de la démocratie nous montre presque partout des individus qui, ayant vécu loin du peuple, cherchent tout à coup à s'en rapprocher par leurs habitudes, leur langage et leur costume; ils se peindraient en noir s'ils avaient affaire à des nègres ou même à des mulâtres. C'est la forme la plus innocente et la plus ridicule de la démagogie. Le peuple peut se laisser prendre, dès le début, à une pareille mascarade, mais il ne tarde pas à en faire justice; il a le sentiment du beau, il en a le désir, et il ne place pas le laid au nombre des droits de l'homme et du citoyen.

Deux périls également redoutables pour la démocratie dans ses jours de triomphe : les enthousiasmes inconsidérés et les défiances systématiques. Combien de fois le peuple, après la victoire, ne s'est-il pas heurté à l'un de ces écueils!

L'enthousiasme le plus légitime, quand il n'est pas tempéré et surveillé par la raison, devient une menace pour la liberté. Cette acclamation de la faveur populaire crée des

pouvoirs d'autant plus dangereux qu'ils sont irresponsables. Il est bien difficile que les lois leur résistent. C'est l'origine de la plupart des dictatures dans les gouvernements démocratiques.

La liberté peut échapper au péril quand le favori du peuple s'appelle Washington, mais elle succombe fatalement quand il porte le nom de Cromwell ou de Bonaparte.

La défiance est un danger comme l'enthousiasme. Il ne faut pas l'écarter absolument, car elle fait partie quelquefois de la prudence, et dans ce cas, c'est l'œil même de la conscience publique, sagement ouvert sur les ennemis de la liberté. Mais on doit bien se garder d'en faire un système et une sorte d'art politique. Quand elle est poussée à ces extrémités, elle cesse d'être la sentinelle du droit pour se faire l'interprète des plus mauvaises passions. Il n'y a plus rien de sacré pour elle : aucune vertu, aucun patriotisme n'est à l'abri de ses soupçons et de ses attaques; elle s'acharne sur les noms les plus

respectables; elle sape, elle détruit avec une sorte de fureur les influences les plus légitimes et souvent les plus nécessaires. Elle crée, en un mot, toute une classe de délateurs qui sont d'autant plus dangereux, qu'ils font presque toujours illusion à la foule, et que, même dans leurs emportements, ils paraissent exercer la magistrature du bien public.

On peut dire que la tactique des ennemis du peuple n'a guère changé depuis des siècles : ils s'attachent d'abord à décrier ses défenseurs, pour leur enlever toute influence. Quand ce moyen est impuissant ou ne leur donne pas tout ce qu'ils en peuvent attendre, ils suscitent de faux tribuns qui, par leurs promesses extravagantes, détournent le peuple de ses vrais amis. C'est ainsi que l'histoire de Drusus se renouvelle sans cesse. Au milieu de ces exagérations, l'impossible tue le possible, et la cause du peuple est perdue.

Si les défauts du peuple font avorter parfois les mouvements qui ont pour but d'améliorer

sa condition politique et sociale, on en peut dire autant de ses qualités. Que de fois n'a-t-il pas été la victime de ses sentiments généreux ! Il est loyal, il ne connaît ni le mensonge, ni l'hypocrisie, il croit facilement aux promesses. A peine a-t-il reconquis ses droits, même au prix d'une lutte sanglante, qu'il donne volontiers la main à ses oppresseurs ou à ses ennemis de la veille. C'est assez qu'ils lui promettent d'embrasser sa cause ; il pousse même parfois la générosité jusqu'à leur confier la défense de ses plus chers intérêts. L'histoire ne nous en offre que trop d'exemples, et c'est toujours le même spectacle qui se renouvelle. Ces faux tribuns, infidèles à leur mandat, ne tardent pas à jeter le masque : ils trahissent impudemment le peuple, qui se voit dépouillé bientôt des fruits de sa victoire.

Le succès des réformes ou des révolutions démocratiques n'est jamais assuré, quand la majorité des citoyens est plongée dans l'ignorance. Tout État, qui repose sur la souveraineté populaire, doit inscrire dans sa constitution le principe de l'enseignement obligatoire.

Quiconque rejette ce principe conspire en secret contre la démocratie. Un peuple ignorant ne s'appartient pas, il appartient à ceux qui le gouvernent; il ressemble à ces esclaves que les anciens aveuglaient pour en faire des instruments plus dociles.

Deux faits importants pour l'avenir de la démocratie se produisent aujourd'hui dans quelques États de l'Europe : le peuple cherche à échapper à l'ignorance et à l'isolement; il s'instruit et il s'organise, moyens souverainement efficaces pour sortir de sa faiblesse actuelle et se dérober aux écueils qu'il a trop souvent rencontrés, quand il semblait être le maître des événements.

Ce qui rend la démagogie possible et presque inévitable dans les crises politiques, surtout quand le peuple y joue le premier rôle, c'est l'ignorance dans laquelle on a tenu les masses. Que le peuple s'instruise, qu'il s'éclaire, qu'il se familiarise avec ces questions sociales qui sont, après tout, le fond même de sa vie, et des agitateurs, sincères ou hypocri-



tes, n'auront plus le secret de l'entraîner dans des excès ou des erreurs, dont il lui faut toujours payer la rançon.

L'un des grands avantages que le peuple doit retirer de ces essais d'organisation qui se manifestent de toutes parts, c'est d'y apprendre la discipline, cette discipline volontaire, qui fait la force des individus et des nations. Il n'y a rien de politique, si l'on veut, dans ce mouvement : c'est une évolution paisible du travail qui cherche des conditions meilleures. On ne fonde que des sociétés purement économiques; mais ces associations sont de véritables États industriels dont les ouvriers deviennent les citoyens. Ils y apprennent à se connaître, à échanger leurs pensées, à se gouverner eux-mêmes, c'est-à-dire à établir un jour la démocratie sur des bases indestructibles.

On a beau faire, quelles que soient les précautions des gouvernements, il est impossible que la république ne sorte pas un jour, avec ses institutions, ses mœurs et ses habitudes, de ces fédérations du travail. Il y

a d'honnêtes conservateurs qui s'associent à tous ces essais d'organisation : la démocratie serait bien ingrate, si elle ne leur dressait pas plus tard des statues.

On ne peut refuser au peuple la force, le courage et le dévouement; malgré tous ces avantages, il se laisse presque toujours arracher ses conquêtes, quand il n'a pas la faiblesse de les abandonner lui-même.

Qui enseignera au peuple à être plus habile et plus maître de lui-même? Ces deux qualités le débarrasseraient bientôt de ses adversaires, et le triomphe de la démocratie serait assuré pour toujours.

IX

POPULARITÉ ET IMPOPULARITÉ

La faveur et la haine de la foule, dans les temps agités principalement, semblent être distribuées par un Dieu aveugle ou jaloux qui se moque de l'humanité. On a vu la popularité s'attacher à des tyrans, tandis que l'impopularité a été trop souvent le prix de services rendus aux peuples.

Il ne faut pas négliger la popularité, quand on veut faire une réforme ou une révolution. Elle ajoute le poids d'un peuple à la volonté d'un homme ou d'un parti, et lui permet d'écarter les obstacles qu'il rencontre sur sa route. Mais, si précieuse qu'elle soit, il ne faut jamais la payer par des complaisances ou des faiblesses, qui en font toujours un péril, et quelquefois un crime.

Toute popularité, qui s'achète, cesse d'être une force pour devenir un embarras. Elle n'obéit point, elle commande; ses favoris sont ses esclaves, et ils finissent bientôt par être ses victimes.

Triomphants aujourd'hui, méconnus ou insultés demain, telle est, en deux mots, l'histoire de tous les demi-dieux de la multitude, dont l'enthousiasme s'use d'autant plus vite qu'il est plus ardent et plus passionné.

« Je n'avais pas besoin d'apprendre, disait Mirabeau, qu'il n'y a qu'un pas du Capitole à la roche Tarpéienne. » L'éloquent tribun ne soupçonnait pas cependant qu'après avoir reçu la sépulture des héros, il serait jeté bientôt dans la fosse des criminels.

On disait à un chef de parti : « Pourquoi avez-vous adopté cette idée? — J'ai vu qu'elle gagnait chaque jour du terrain et qu'elle devenait de plus en plus populaire. — Mais ne voyez-vous pas qu'elle ne peut servir qu'à donner un mot d'ordre à des agitations, à des

émeutes, peut-être même à une guerre civile? — Je sais que c'est une utopie, et j'ai trop de bon sens pour y croire. — Pourquoi donc lui avez-vous prêté l'autorité de votre nom? — Je risquais d'être devancé, et je n'ai pas voulu l'être. »

Fatale course à la popularité! On approuve en public ce qu'on blâme en secret; on sacrifie la raison à la tactique; on prépare, on allume un incendie qui peut un jour dévorer l'État.

La plupart des fautes et même des crimes qui ont compromis, dans tous les temps, la démocratie, ont eu leur source dans un fol amour de la popularité.

Quelques gouvernements oligarchiques de la Grèce imposaient à leurs magistrats le serment d'agir toujours contre le peuple (1). Il faudrait que la démocratie pût obtenir des siens la promesse qu'ils agiront toujours dans l'intérêt du peuple, mais qu'ils ne feront rien pour lui plaire.

(1) Aristote, *Polit.*, liv. V, chap. VII.

Il n'y a de popularité vraiment légitime que celle qui vient d'elle-même, par une acclamation spontanée de la conscience populaire. L'homme qui reçoit cette consécration de la foule doit se servir de la puissance qu'elle lui donne pour l'accomplissement de ses desseins. Il a là un levier qui peut lui permettre de soulever un monde; mais il ne doit pas perdre de vue que ce levier risque de lui être enlevé à chaque instant par une oscillation de la faveur publique.

Si la popularité est une force, l'impopularité est un obstacle. On ne doit donc pas la provoquer mal à-propos; mais il faut savoir la subir, comme un mauvais coup de la fortune. Le pilote n'appelle point la tempête; il lutte contre elle, quand elle se présente, et il serre prudemment ses voiles pour n'être pas brisé contre quelque écueil. Tel doit être le rôle de l'homme politique. Il n'y a que des fanfarons, qui puissent s'amuser à soulever les rumeurs de la foule, parce qu'ils prennent sottement le bruit pour la gloire.

X

CE QU'IL FAUT PENSER

DES RÉVOLUTIONS MILITAIRES

Le souffle impur des séditions militaires n'a rien de commun avec l'explosion généreuse d'un peuple qui court bravement aux armes pour défendre ou reconquérir ses droits.

Un César peut sortir d'un camp ou d'une caserne. La liberté n'en est jamais sortie.

Tout mouvement qui aboutit à un soldat, ne fait que rajeunir le despotisme et lui prêter des formes plus absolues. On sait, pour ne rien dire de plus, comment Cromwell traita la liberté. « Quand même Néron régnerait, disait-il un jour à Ludlow, qui lui opposait une généreuse résistance, il serait de votre devoir de vous soumettre (1). »

(1) *Mémoires de Ludlow*, t. II, p. 320.

Pison, récemment associé à l'Empire, disait aux légionnaires, qui songeaient à l'abandonner : « Soldats, le prix qu'on promet à votre défection, on l'accorde à votre fidélité. » Ces mots étaient prononcés à deux pas du Forum, de la Tribune et du Capitole, où retentirent tant de harangues éloquentes, au nom du patriotisme, quand Rome avait des citoyens et que la République existait encore : Il y a toujours un donatif en perspective, lorsque les soldats changent de drapeau. Les cris les plus superbes ne font rien à l'affaire, c'est une question de sesterces, aujourd'hui comme autrefois, c'est-à-dire un nouvel impôt qui vient frapper la servitude sur les ruines mêmes de la liberté.

Pourquoi César gorge-t-il ses soldats ? Ne le voyez-vous point ? Il reste deux ou trois libertés à tuer, et le magnanime empereur en prépare les funérailles.

Qu'un gouvernement s'occupe, avec un zèle affecté, du bien-être des troupes, en sachant

découvrir les moyens d'augmenter leur solde, alors que les classes laborieuses luttent péniblement contre la misère : défiez-vous de ses desseins. Sa main perfide creuse une mine sous les institutions et il ne tardera pas à les faire sauter.

On a pu croire un jour que la suppression des milices étrangères, qui furent si souvent des instruments de servitude, mettrait la liberté à l'abri des atteintes de la soldatesque. Mais on comptait sans les armées permanentes, qui renouvellent le péril sous une forme aussi dangereuse, parce que, s'il est moins grave, il est moins soupçonné. Les soldats, avec ces armées, sont des citoyens, il est vrai; ils font partie de la nation qui les nourrit et ils semblent intéressés au maintien de ses droits et de ses privilèges. Malheureusement, lorsqu'une loi imprudente ou perfide les retient longtemps sous les drapeaux, ils finissent par oublier la patrie; c'est le moment où un gouvernement criminel s'en empare pour en faire des instruments de despotisme.

Oh ! les belles proclamations ! Quelle chaleur ! Quelle éloquence ! Le mot de liberté s'y rencontre à chaque ligne. On dirait qu'elles ont été dictées par des tribuns, profondément dévoués à la cause de la démocratie. Elles sont signées par des généraux. L'Espagne et l'Amérique du Sud en ont fourni quelques volumes de la même qualité depuis soixante ans. Quelques-uns des mouvements dont ces proclamations donnaient le signal ont échoué, les autres ont réussi. Mais qu'y a gagné la liberté ? Son nom a été profané un peu plus ; voilà le résultat. Ce que la liberté doit fuir avant tout, c'est la peste des séditions militaires.

Il est difficile que deux généraux qui crient ensemble : *Vive la liberté !* ne se regardent pas en riant, comme les augures de l'ancienne Rome, à moins qu'ils ne soient atteints l'un et l'autre d'une incurable tristesse.

Vous applaudissez ces soldats, parce que dans un moment de caprice ou d'indiscipline

ils ont abandonné le gouvernement que vous détestiez. Prenez garde : vous aurez peut-être à les maudire demain, parce qu'ils immoleront à un autre gouvernement, plus digne encore de votre haine, les droits les plus précieux de la patrie.

Un patriote de l'Amérique du Sud, qui s'était battu bravement pour la liberté, me disait un jour avec tristesse : « L'Espagne s'est vengée cruellement de nous, dans les guerres de l'indépendance, en nous forçant de faire des généraux. Une fois la guerre finie, ces généraux n'ont pas su rentrer dans la vie civile. Ils se sont disputé le pouvoir, en se disputant les soldats. De là toutes nos agitations intérieures. Nos républiques ne seront véritablement tranquilles et nos libertés assurées, que lorsque le dernier de ces généraux aura disparu. Il est à craindre malheureusement qu'ils ne fassent des élèves, comme nous avons pu déjà le reconnaître, et que cette mauvaise plante du militarisme, qui a jeté partout des racines, ne puisse être arrachée de notre sol. »

Noble et sage réponse d'un grand citoyen ! Un peuple avait vu tomber son gouvernement sous les coups de l'armée, corrompue par ses chefs, et le despotisme s'était établi sur les ruines de la liberté. Quelques temps après, des régiments étaient disposés à se tourner contre le pouvoir. Il fallait un nom pour les entraîner. On s'adressa à un homme qui avait grandi lui-même dans la carrière des armes, mais chez qui le citoyen avait toujours dominé le soldat. « Je ne m'associerai jamais, dit-il, à un mouvement militaire ; c'est déjà trop pour l'honneur de la patrie et l'avenir de la liberté, que l'armée ait pu disposer une fois du gouvernement. »

Une constitution a été brisée ; les droits d'un peuple ont été mis au pillage. Regardez bien : vous apercevrez la main d'un soldat. De même, tout progrès de la liberté suppose une victoire sur l'esprit militaire et sur les forces aveugles qu'il dirige.

La guerre, une guerre heureuse avait arra-

ché à la métropole les colonies anglaises du Nouveau Monde ; l'indépendance était acquise : il s'agissait de fonder la liberté. Les officiers et les soldats, qui avaient suivi Washington, voulurent le proclamer roi. Tel est l'esprit des armées, le lendemain même du jour où elles ont combattu pour la plus noble des causes. Washington eut la sagesse de résister à son entourage militaire. Qu'il eût cédé à un pareil entraînement, et cette grande république américaine, qui devient de plus en plus l'espoir des âmes libres, ne serait aujourd'hui, comme notre Europe, qu'un foyer de monarchisme et de servitude.

On cite les noms de quelques capitaines qui, à différentes époques, ont servi la cause des peuples. Mais combien est grand le nombre de ceux qui n'ont travaillé malheureusement qu'à les asservir !

C'est par un instinct profond que notre première république plaça des représentants du peuple à côté des généraux qui commandaient

ses armées. Elle avait senti qu'il fallait un frein à l'intempérance militaire, et que la cause de la liberté était perdue, si la loi ne marchait toujours à côté de la force pour la modérer et la contenir.

Les vertus qui font le soldat, risquent de tuer le citoyen. On ne doit donc jamais attendre d'une armée le triomphe ou le salut des libertés publiques.

XI

A PROPOS DES REVOLUTIONS

DE PALAIS

Révolutions de palais, révolutions d'anti-chambre ou d'alcôve.

Ces drames obscurs et honteux, qui se nouent et se dénouent dans l'ombre pour substituer un despote à un autre, ne méritent pas qu'on s'y arrête. L'histoire peut les enregistrer avec tristesse, mais la politique s'en détourne avec dégoût.

Une conspiration aboutissant à un meurtre, voilà le fond de toutes ces tragédies impériales ou royales. La jalousie, la corruption, toutes sortes de passions malhonnêtes y jouent les principaux rôles. Il est bien rare que le sentiment de l'intérêt public y trouve sa place.

Les acteurs pourraient en prendre le masque, mais c'est là un artifice auquel ils dédaignent de recourir. Ce sont affaires de princes, qui se règlent en famille au moyen du poison, du lacet ou du poignard.

Les peuples, qui subissent les révolutions de palais, appartiennent encore à la barbarie ou sont déjà tombés dans cet état de décrépitude qui annonce une dissolution prochaine.

XII

CONTRE-RÉVOLUTIONS

OU RÉACTIONS POLITIQUES

S'il y a des révolutions qui précipitent la marche des peuples, il y en a d'autres qui la retardent et qui ont même pour résultat de rejeter brusquement l'humanité en arrière. Ces mouvements rétrogrades s'accomplissent ordinairement au nom de l'ordre, ce mensonge pompeux des réactions politiques. L'hypocrisie de leurs auteurs y mêle quelquefois le nom de Dieu, pour rendre l'attentat plus respectable; mais le Dieu qu'on enrôle dans ces entreprises ne peut être, à coup sûr, l'Auteur Suprême des mondes, qui s'amuserait ainsi à conspirer lui-même contre les lois de la vie universelle.

Les contre-révolutions peuvent être définies de la manière suivante : un effort violent du passé contre le présent et contre l'avenir.

C'est le regret des privilèges perdus et l'espoir de les reconquérir qui donnent naissance aux réactions politiques. Telle est, du moins, la pensée des chefs du mouvement. Ils appartiennent, selon les temps, à la noblesse ou à la bourgeoisie; mais c'est toujours la même passion qui les inspire; ils ont perdu le pouvoir dont ils avaient contracté la douce habitude, et ils veulent le ressaisir à tout prix.

Il est bien rare que le clergé ne prête pas la main aux tentatives qui ont pour but d'arrêter la marche de la démocratie ou de lui enlever ses conquêtes. N'a-t-il pas aussi des privilèges à revendiquer? D'ailleurs le sort de l'Église lui paraît lié au salut des vieilles institutions. C'est sa propre cause qu'il croit défendre, et dans sa fatale ignorance, il ne craint pas de faire du Christ, cette douce figure, le complice ténébreux des oppresseurs de l'humanité.

Le lendemain du jour où la constitution d'un grand État avait été mise en lam-

beaux, un membre du clergé, suivi d'un grand nombre de ses collègues, se présentait au nouveau maître et lui disait avec une onction religieuse : « L'œuvre de Dieu s'achèvera. » La destruction des pouvoirs populaires, la violation des lois, le meurtre ou la proscription des citoyens étaient une œuvre sainte et divine ! Ainsi parlait un prêtre chargé d'années, et peut-être aussi de vertus. Mais un trône allait s'élever, l'autel en tressaillait de joie, et l'Église accourait pour prendre sa part des dépouilles opimes de la liberté.

Pour former le gros de l'armée contre-révolutionnaire, on bat le rappel des préjugés et des ignorances. La noire légion s'organise. Elle se compose surtout de paysans dont l'esprit est enveloppé de ténèbres et qui vivent, comme des étrangers, au sein de la société moderne. Généralement honnêtes, mais simples et crédules, ils sont rivés, comme des esclaves, à toutes les superstitions du passé. Ils gagneraient plus que d'autres à la ruine du vieil ordre social, qui pèse encore sur eux

de tout son poids; victimes de leur aveuglement, ils se lèvent pour le défendre. « Ils ne sont pas la hache qui frappe, comme l'a dit un célèbre écrivain, mais le manche, sans lequel la hache ne frapperait pas (1). »

Il y a une arme puissante et terrible que les chefs ou les valets des contre-révolutions manient avec habileté et qui les a toujours heureusement servis : c'est l'arme du mensonge. Ils ont des ateliers d'impostures, où se fabriquent chaque jour les récits les plus faux et les plus calomnieux, qu'ils jettent dans la foule. Ils mentent sur les hommes, ils mentent sur les choses, et quand les actes désarment la calomnie ou la condamnent au silence, ils s'attaquent aux idées, aux sentiments et aux tendances du nouveau pouvoir. La révolution a-t-elle été généreuse? C'est une preuve de faiblesse et d'impuissance. A-t-elle déployé quelque rigueur? C'est une ère de proscription qui s'annonce, et la Terreur va relever bientôt sa tête hideuse. Étend-

(1) Lamennais. — Voir la préface de *la Servitude volontaire*, d'Étienne de la Boétie.

elle sa main sur les faibles pour les protéger contre les forts et rétablir ainsi l'équilibre de la justice? La liberté est violée; l'individu devient la proie de l'État et le socialisme gouverne. Nous avons pu voir de près ce débordement de mensonges. Jamais peut-être il ne fut aussi grand que de nos jours.

Une ruse assez familière aux réactions, c'est de prêter complaisamment l'oreille à toutes les extravagances qui peuvent se produire. Toutes les tempêtes ont leur écume; l'écume des révolutions, ce sont les projets insensés qui sortent de quelques cerveaux à la suite de ces grandes secousses. Les ennemis du mouvement s'emparent de ces projets qui, abandonnés à eux-mêmes, seraient restés dans l'ombre; ils les produisent au grand jour et ils ne manquent pas de vanter l'écrivain qui les a conçus. C'est un esprit sincère et logique: il dit ce que d'autres taisent, il découvre ce que d'autres ne voient pas. Voilà le dernier mot de la révolution. Sa folie a été révélée par un fou, qui a, du moins, le mérite de l'honnêteté.

Si la révolution se contient et se modère, si elle est gouvernée par des hommes sages, qui imposent leur sagesse aux événements, c'est la réaction qui se charge de soulever autour d'eux l'orage des passions et des idées anarchiques. Elle suscite de prétendus amis du peuple, qui demandent l'absurde et l'impossible au gouvernement. C'est le meilleur moyen de diviser les forces. Ainsi naissent trop souvent les discordes du parti démocratique. Il est bien rare qu'on ne découvre pas dans ses querelles l'esprit et la main des hommes du passé.

Dans les jours de fortes convictions, lorsque l'homme est entier et qu'il n'a pas appris encore à se moquer de lui-même, la réaction apparaît, dès le début, sous sa véritable physionomie. Elle ne sait pas dissimuler; la dissimulation même lui serait impossible. Il n'en est pas de même aux époques d'énervement ou de défaillance. La réaction alors se cache et se déguise; il lui arrive même, parfois, de prendre les couleurs du parti contraire, et l'on assiste pendant quelque temps aux plus

étranges métamorphoses. C'est une immense débauche d'hypocrisie, qui devrait tuer la conscience, si elle existait encore ; elle dure jusqu'au moment où la contre-révolution croit pouvoir jeter le masque pour tomber sur ses adversaires.

La prétention des réactionnaires de tous les temps est d'être modérés. C'est même là le titre qu'ils se donnent. Il serait facile cependant de prouver, l'histoire à la main, que les ennemis de la cause populaire ont toujours rivalisé d'excès avec la démagogie. S'ils semblent moins violents, c'est que leur force est plus réglée et qu'ils savent frapper en silence. Ces honnêtes gens mettent de l'ordre et de la discipline jusque dans leurs emportements. Voilà leur modération et leur sagesse !

Toutes les réactions sont à craindre, tant que l'édifice du passé est encore debout et que les matériaux n'en ont pas été dispersés.

Que de réformes, que de révolutions ont été paralysées par des mouvements contraires ! Il n'y a qu'un moyen de congédier tout à fait le passé : c'est de le tuer avec les ménagements convenables.

Lorsque la conscience d'un nouvel ordre social a pénétré dans les esprits, la contre-révolution, malgré sa force apparente, est toujours frappée d'impuissance. Il en est d'elle comme de ces frimats tardifs, qui peuvent bien arrêter pendant quelques jours le mouvement de la sève, mais qui se dissipent bientôt au souffle du printemps.

Malheur au peuple, qu'une politique de réaction, fondée sur la ruse ou sur la violence, finit par entraîner en arrière ! Il tourne chaque jour le dos à la vie. Plus il se replie vers le passé dans sa marche rétrograde, et plus ses forces s'affaiblissent. Il n'y a plus qu'un effort surhumain qui puisse l'arracher à la mort. On ne remonte pas impunément le cours fatal de siècles.

XIII

DICTATEURS ET DICTATURES

C'est un effet regrettable des révolutions, de mettre pour quelques jours dans les mains d'un seul ou d'un petit nombre la somme des pouvoirs publics, c'est-à-dire d'aboutir fatalement à un dictateur.

Toutes les dictatures n'ont pas la même origine et ne conduisent pas au même résultat. Il y en a qui naissent de la nécessité et qui sont imposées en quelque sorte par les événements; il y en a qui se donnent, c'est-à-dire qui sont conférées volontairement par les peuples et qui figurent parmi les institutions régulières; il y en a qui se prennent un jour ou une nuit par quelque coup de main, sous prétexte de sauver la chose publique.

La concentration du pouvoir est plus ou moins nécessaire, quand la révolution s'accomplit. Elle peut l'être encore après la lutte, pour assurer les fruits de la victoire; ce sont les événements eux-mêmes qui désignent généralement les citoyens appelés à remplir cette magistrature extraordinaire.

Toute autorité dictatoriale, sortie d'une crise révolutionnaire, a son rôle tracé d'avance; il faut d'abord qu'elle raffermisse la nouvelle situation, en brisant partout les derniers efforts du pouvoir qui vient de tomber; elle doit ensuite prêter la force de la loi aux idées qui ont triomphé dans la lutte, et s'il s'agit d'un régime démocratique à fonder, mettre le peuple en mesure d'exprimer librement sa volonté souveraine. Quand cette tâche est remplie, la dictature doit disparaître. A quoi bon cette magistrature du salut public, lorsque le péril est passé? Elle ne saurait plus se maintenir qu'en commettant une usurpation.

Il y a d'autres cas que celui d'une révolution, où le pouvoir ordinaire fait place à une autorité plus puissante et plus libre dans ses mouvements. Qu'il s'agisse, par exemple, d'une guerre à soutenir ou d'une sédition à comprimer, l'intérêt de l'État peut réclamer la création d'un pouvoir extraordinaire. La puissance publique, distribuée entre plusieurs organes, risquerait d'agir avec trop de lenteur. Il importe de la concentrer pour que ses coups soient plus prompts et plus énergiques. Telle fut l'origine de la dictature à Rome, et cet exemple a été suivi depuis par Venise, sans parler de quelques autres faits du même genre, que nous rencontrons dans l'histoire moderne.

La sagesse veut que ce pouvoir, en vertu même de son caractère exceptionnel, soit de courte durée, qu'il ait un rôle bien défini et qu'il ne puisse pas sortir de ses limites; elle exige par là même que l'État conserve avec soin toutes ses institutions organiques. C'est l'unique moyen de contenir et de dominer au besoin l'autorité nouvelle qui, se trouvant maîtresse du terrain, serait tentée peut-être

d'absorber tous les pouvoirs. Rome avait pris toutes ces précautions, comme le fait observer Machiavel avec son grand sens politique (1). C'étaient les consuls qui nommaient les dictateurs et leur remettaient les faisceaux. Le Sénat, les chevaliers, le peuple conservaient leurs privilèges. La république, en se donnant un nouveau défenseur, ne négligeait rien pour ne pas se donner un maître. Voilà pourquoi Rome put recourir tant de fois à la dictature, sans avoir rien à craindre pour sa liberté.

On voit souvent la dictature se produire d'une manière moins paisible et mettre elle-même la main sur tous les pouvoirs. C'est sa forme la plus détestable. Il ne s'agit plus ici d'une magistrature plus ou moins puissante, imposée par les événements ou proposée par la loi, en face d'un grand péril, mais de l'ab-

(1) *Discorsi soprà la prima Dec. di T. Livio*, lib I, cap. xxxiv. Rousseau avait lu Machiavel, quand il a parlé de la dictature à Rome. Voir le *Contrat social*, liv. IV, chap ix.

sorption violente de toutes les forces publiques par une ambition audacieuse et criminelle.

Si quelqu'un s'introduisait violemment dans une maison en disant : « Tous ceux qui sont ici dépendent de moi, » on mettrait cet impudent à la porte, et il devrait s'estimer heureux de n'être pas roué de coups. Un ambitieux fait irruption dans l'État, qui est la maison de tous, pour s'y installer en maître; son rôle n'est-il pas plus odieux et ne mérite-t-il pas un châtement plus sévère?

Il y a des dictateurs qui, après avoir mis la main sur le pouvoir, en usent à leur profit sans fard et sans hypocrisie, comme des propriétaires qui exploitent leur fonds : ce sont les plus grossiers et les moins malhonnêtes. Quelques-uns cherchent à se donner des airs de sagesse et de philosophie. Ce pouvoir suprême, qu'ils ont poursuivi par tous les moyens, les importune et les fatigue; ils accusent hypocritement la fortune de leur avoir

imposé ce fardeau, et ils ne demandent qu'à s'y dérober. C'est ainsi que Tibère reprochait aux sénateurs qui l'enchaînaient à l'empire, de le condamner à vivre avec une bête féroce. Le successeur d'Auguste se faisait mélancolique. D'autres tournent à la plaisanterie, qu'ils manient avec plus ou moins de succès. C'est la force qui ricane. Un de ces dictateurs facétieux disait un jour au peuple qu'il avait asservi : « On prétend que vous ne jouissez pas de la liberté, ce sont vos ennemis et les miens qui tiennent ce langage ; je déclare et je jure que vous êtes le peuple le plus libre du monde. » Despote et bouffon ! c'est trop des deux rôles à la fois, et le peuple qui les supporte sans bondir de colère, mérite de subir toutes les insolences du despotisme.

Je ne sais ce qu'il faut admirer le plus dans cette espèce de Pisistrate : sa présomption ou son impudence. Il est parvenu, à force de ruses, de corruptions et de violences, à s'emparer du pouvoir. Tout à coup, il élève la voix, et voici ce qu'il dit : « Vous êtes trente millions d'individus, peut-être même quarante ; je vous déclare que je suis plus intelligent et plus

honnête que vous, et si quelqu'un s'avise de me résister, je ne verrai en lui qu'un ennemi public. » Cette harangue peut varier dans les détails, mais la substance en est toujours la même. Voilà ce que disent à peu près tous ces voleurs de pouvoir, quand ils daignent s'adresser à la foule devenue leur esclave.

Tous ces dictateurs se ressemblent : ils prétendent tous au rôle de sauveur. Ils sauvent l'ordre public, ils sauvent la religion, la propriété et la famille, ils sauvent tout, sauf la liberté. Quelques-uns même n'hésitent pas à dire qu'ils la sauvent, au moment où ils l'égorgent. César, qui était un grand écrivain, fit sans doute à ce sujet de magnifiques proclamations, et Auguste ne dut pas manquer de suivre son exemple. Il est fâcheux que leurs mémoires soient perdus : on y trouverait peut-être la trace des belles choses qu'ils débitèrent aux Romains, mais nous pouvons nous en dédommager en lisant quelques-uns de leurs imitateurs.

Encore un trait de ressemblance entre ces sauveurs universels : ils disent tous, avec plus ou moins d'impudence, qu'ils sont envoyés de Dieu. Mais ces honnêtes ambassadeurs du Très-Haut oublient chaque fois de montrer au peuple leurs lettres de créance.

Il ne s'agit plus avec eux d'un rôle temporaire : ce serait manquer de respect à la Providence qui les envoie. D'ailleurs la société a besoin d'être sauvée tous les jours ; il faut donc que le pouvoir de ces sauveurs soit perpétuel, et comme ils ne peuvent s'empêcher de mourir, ce qui est souverainement regrettable, il est de toute justice que ce pouvoir, après eux, se continue dans leur famille. La dictature devient perpétuelle et héréditaire, jusqu'à ce que le peuple la brise pour ne pas être dévoré entièrement par elle.

Ceux de ces dictateurs, qui ont reçu le pouvoir du suffrage populaire dans un jour d'aveuglement ou de défaillance, sembleraient devoir être plus modérés que les autres. Mais c'est le contraire qui arrive. La Boétie a dit dans ces pages énergiques où il fait le

procès des tyrans : « Les esleus, comme s'ils avaient prins des taureaux à dompter, les traittent ainsi (1). »

On a dit, et l'on répète souvent, que le pouvoir d'un seul, résumant en soi toutes les forces de la nation, est le meilleur instrument de réforme; qu'il rend toutes les améliorations possibles et qu'il écarte plus facilement les résistances qui naissent trop souvent ailleurs du jeu multiple des volontés ou des institutions. C'est la vieille thèse des partisans du despotisme. Mais il s'agit toujours de faire voir que le dictateur est essentiellement éclairé, qu'il ne peut avoir que des vues loyales et honnêtes, et qu'il n'est jamais inspiré que par le sentiment du bien public; or, c'est là une démonstration qui n'a pas encore été faite et qui ne le sera sans doute jamais.

Vous prétendez que César a corrigé des abus et soulagé des misères qui avaient pro-

(1) *De la servitude volontaire.*

voqué des plaintes inutiles sous la république. Je suis tout prêt à le reconnaître, et je serais étonné qu'il en fût autrement. Il faut que César se fasse pardonner son irruption violente dans l'État. D'ailleurs il a besoin d'avoir des partisans pour se maintenir au pouvoir, il les achète avec ces innocentes concessions. Ne lui demandez pas de rendre les droits qu'il a usurpés, les libertés qu'il a prises ! sa main est fermée, et elle ne s'ouvrira pas. Mais le généreux dictateur ajoutera, s'il le faut, à la liberté, de manger, de boire et de dormir. Il aime toutes ces libertés qu'on appelle économiques, parce qu'elles sont essentiellement honnêtes, et qu'elles ne sauraient lui donner aucune inquiétude. Ne lui parlez pas des autres ; il les a tuées au nom de l'ordre, et il ne consentira pas à les faire revivre, pour plaire à l'anarchie, dont il est l'ennemi juré.

Les bienfaits qui tombent des mains d'un dictateur peuvent être reçus avec joie et charmer en passant les esprits ; mais combien ils coûtent cher aux peuples ! La source en est

toujours impure, et c'est un poison qui s'introduit avec eux dans tout le corps de l'État. Que ces bienfaits se multiplient, ils achèveront bientôt de corrompre ce qui peut rester encore de vie publique. Le citoyen, sous un pareil régime, tend fatalement à disparaître : l'homme seul existe ; mais déjà il est atteint lui-même, et il perd à chaque instant une partie de sa force morale. Les mœurs se dépravent, les caractères s'affaiblissent ; tout s'en va, jusqu'au souvenir de la liberté, et le jour n'est pas loin où Tacite pourra dire avec tristesse : « Nous avons dégénéré jusque dans la servitude. »

Si l'on vous annonce qu'il a surgi quelque part un dictateur pour apprendre au peuple l'usage de la liberté, plaignez l'élève, maudissez le maître ; et s'il vous reste quelque force pour rire, moquez-vous à votre aise de l'impudent nouvelliste.

Il ne faut accepter une dictature, même dans les moments les plus graves, qu'à titre

d'institution provisoire, et à condition qu'elle cherche à se rendre inutile.

On ne doit jamais abuser des remèdes. La dictature est une sorte de remède politique ; il faut donc s'en servir avec la plus grande discrétion.

Toute dictature qui se prolonge, quelle que soit son origine, porte inévitablement atteinte aux droits du peuple, et doit être considérée comme une forme de la tyrannie.

XIV

DE L'ESPRIT RÉVOLUTIONNAIRE

On doit accepter les révolutions, on doit même aller au devant d'elles, chaque fois que d'aveugles résistances les rendent nécessaires. Le patriotisme le commande; mais il faut se garder de l'esprit révolutionnaire. C'est aussi un devoir du patriotisme.

L'esprit révolutionnaire est cette fièvre de changement, qui s'empare parfois des peuples et les promène d'orage en orage. C'est la tempête régnant dans la cité.

Il y a des peuples qui se trouvent fatalement exposés à l'envahissement de l'esprit révolutionnaire. Tels sont, en général, les

peuples du Midi. Leur imagination vive et ardente, leur caractère impétueux, ce sang de feu qui coule dans leurs veines, la nature, en un mot, semblent les livrer, comme une proie, à toutes les agitations. C'est une maladie du climat. Les peuples du Nord, naturellement plus froids et plus maîtres d'eux-mêmes, sont moins sujets à ces entraînements.

Ce n'est pas uniquement la faute de la nature, si l'esprit révolutionnaire s'empare si facilement de certains États. On peut s'en prendre aussi aux gouvernements et à leur détestable politique. Trompant presque toujours les espérances des peuples, ils excitent leur mobilité naturelle et leur inoculent de plus en plus cette fièvre de changement, qui rend les révolutions si fréquentes.

Le hasard des circonstances, la faveur des princes, votre mérite peut-être (deviendrais-je flatteur?) vous ont porté brusquement à la tête de l'État. Vous déclamez avec plus ou

moins d'éloquence contre l'esprit révolutionnaire. Vous en signalez les abus, les excès et les périls, vous les dénoncez à tous les bons citoyens, comme une peste publique. Il n'y a rien là que de raisonnable, et je ne veux pas vous en blâmer. Mais est-ce bien l'esprit révolutionnaire qui vous alarme et qui émeut votre patriotisme? Arrivé au pouvoir par la plus détestable des révolutions, ne craignez-vous point d'en être précipité par une révolution plus honnête et plus légitime dans son but comme dans ses moyens? Je veux bien croire que vous êtes sincère, qu'indifférent à votre propre grandeur, vous ne songez qu'à celle de la patrie, et que, dans votre noble sollicitude, vous voulez la sauver d'un péril qui vous semble menaçant. Mais pourquoi ne recourez-vous point au véritable remède? Vous voulez, dites-vous, combattre l'esprit révolutionnaire et mettre un terme à ses envahissements? Changez les lois, réformez les institutions, laissez aux citoyens la jouissance de leurs droits, ne substituez pas insolemment votre volonté à la volonté nationale; en un mot, désarmez d'avance la révolution future; c'est le seul moyen d'arrêter

la marche de cet esprit révolutionnaire qui vous attriste et vous épouvante.

Je ne connais point de peuple qui, content de son sort, ait pris un jour la peine de renverser son gouvernement pour se donner le plaisir de l'inconstance. Il y a des moralistes, je le sais, qui prétendent que le bonheur ennuie. Mais ces honnêtes moralistes se sont trompés de mot. Ce qui ennuie, c'est la volupté. On ne s'ennuie pas, on ne se fatigue pas de la jouissance calme et paisible de ces biens, qui sont la partie la plus précieuse du patrimoine de l'humanité.

Un des dangers qu'entraînent des agitations trop fréquentes, c'est la naissance de l'esprit révolutionnaire. On s'accoutume aux commotions politiques, on en prend même le goût, et elles finissent par devenir un besoin pour certains caractères. C'est l'histoire d'Aristippe. Il avait bravé les périls des conspirations et des révoltes, pour assurer le triomphe du gouvernement de son choix. Ce

gouvernement est enfin proclamé. Vous croyez qu'Aristippe est content, et qu'il va se tenir tranquille. Que vous le connaissez peu ! A peine le nouveau gouvernement est-il inauguré qu'Aristippe, toujours inquiet, se jette dans des agitations nouvelles. Les événements auront peut-être trompé son ambition ? Il ne fut jamais ambitieux, et il pourrait passer pour un modèle de désintéressement. Pourquoi donc s'agite-t-il encore ? La fièvre des passions révolutionnaires est entrée dans son sang, et il n'y a pas de médecin qui l'en puisse chasser : elle n'en sortira qu'avec la vie.

On ne peut que plaindre les peuples qui, perdant l'empire d'eux-mêmes, s'abandonnent sans règle et sans frein à l'esprit révolutionnaire. Ils finissent toujours par en être les victimes. L'esprit révolutionnaire est une de ces liqueurs fortes dont l'usage peut être utile, mais dont l'abus est toujours nuisible, quelquefois même mortel.

XV

LA DÉFAITE DES CAUSES JUSTES

Il peut arriver que la force trahisse le droit au moment de la lutte, et le laisse sur le champ de bataille. On n'en doit pas conclure que la tentative était blâmable, ni même inutile. Pour assurer le triomphe du droit, il faut avant tout l'affirmer, même au prix d'une lutte. La témérité est quelquefois un devoir et peut même devenir un calcul.

Quand un peuple se lève au nom d'une idée généreuse, il a beau échouer dans son entreprise, il n'est jamais complètement vaincu. L'idée survit à la défaite, et elle ne tarde pas à se relever par quelque victoire.

Les causes les plus nobles et les plus justes sont exposées à toutes sortes de déroutes : il

leur arrive même plus d'une fois d'être trahies : mais qu'importe ? Elles ne doivent jamais désespérer de l'avenir, tant que quelques hommes leur demeurent fidèles et savent rester debout pour les défendre. Les lâches et les traîtres se moquent naturellement d'eux, mais la fortune finit toujours par se rendre à ces obstinés.

« Où irez-vous si Charles-Quint vous met au ban de l'empire ? » disait-on à Luther. — Sous le ciel, » répondit le réformateur. Telle est l'histoire des idées : vaincues et persécutées elles s'en vont sous le ciel, et elles finissent ainsi par s'emparer du monde.

Tout homme ou tout parti qui succombe en luttant contre les institutions régnantes, doit s'attendre à toutes sortes d'injures. Aucune invective ne lui est épargnée ; c'est ce qui arrive surtout, s'il a menacé les intérêts de quelque caste jalouse. La force veut montrer qu'elle a raison, et elle cherche à le prouver en prodiguant les outrages à ses victimes.

Quoi de plus noble et de plus touchant à la fois que le rôle des Gracques ? Le sang le plus fier de Rome coulait dans leurs veines ; mais les jeunes patriciens semblaient échapper à la dureté traditionnelle de leur race. Le commerce des lettres les avait adoucis et ils n'étaient pas étrangers à la philosophie grecque, dont le souffle généreux commençait à pénétrer dans Rome. Ils furent touchés de la misère du peuple, qui avait tant fait pour la grandeur de la République. L'un d'eux avait remarqué avec effroi que l'Italie devenait déserte et qu'on ne rencontrait plus que des esclaves dans ses campagnes dépeuplées. Ce spectacle lui avait arraché des larmes. Il s'agissait de repeupler ces solitudes en donnant les terres aux citoyens pauvres, dont la misère était une honte et un péril ; c'est ce qu'ils voulurent. Le plus âgé commença la lutte, mais il fut égorgé bientôt par les patriciens ; le plus jeune suivit, en s'arrachant à toutes les joies et à toutes les tendresses, et il ne tarda pas à subir le même sort. Ils avaient succombé dans leur entreprise : on les insulta. Les lettres elles-mêmes, pour les attaquer, se firent les complices des rancunes patriciennes. Juvénal

les rudoie dans sa colère et croit devoir les flageller d'un vers injurieux (1); Tacite lui-même, malgré sa haute raison, ne voit en eux que des agitateurs de la plèbe (2). La calomnie ne cesse pas de s'acharner sur leur mémoire, elle les poursuit sans relâche à travers les siècles, et c'est seulement de nos jours que l'histoire, plus juste et plus clairvoyante, s'est réconciliée avec ces deux nobles figures.

On ferait un bien gros recueil avec les injures qu'on a débitées dans tous les temps contre les hommes généreux qui, voulant briser quelque anneau de la chaîne des peuples, ont succombé dans leur tentative. Que de cris, que de malédictions s'élèvent de toutes parts! Chose étrange! on trouve plus d'une fois parmi les insulteurs des écrivains illustres, comme s'ils voulaient enlever aux

(1) Quis tulerit Gracchos de seditione querentes?
(Juvénal, Sat. II.)

(2) Gracchi et Saturnini turbatores plebis.
(Ann., Lib. V, 3.)

lettres ce titre d'humaines que leur donnaient les anciens. Spectacle plus pénible encore : les peuples victimes de leur ignorance se laissent entraîner souvent à poursuivre de leurs outrages ceux qui cherchaient à les affranchir : mais qu'importe ? Honneur à ces bandits du vieil ordre social ! Ce sont de glorieux criminels : maudits par leurs contemporains et trainés aux gémonies, ils se relèveront un jour sous les yeux de la postérité, qui les vengera de toutes ces insultes, en leur dressant des statues.

Qu'ils sont nombreux les vaincus qui sont tombés à toutes les époques dans le duel toujours renaissant de la force et du droit ! Mais lors même que l'avenir semble leur échapper, chacune de leurs défaites est un acheminement vers la victoire.

Hier encore, un ami de la liberté cherchait à briser les fers de quatre millions d'esclaves ; il était pris, condamné et pendu comme un vil criminel. Les propriétaires de ces bêtes hu-

maines insultaient grossièrement sa mémoire. Un grand changement s'est accompli tout à coup : ces quatre millions d'esclaves sont libres, et le nom du martyr est béni partout au delà de l'Atlantique. Le gibet sur lequel il est mort a tué l'esclavage.

« A quoi bon lutter plus longtemps ? Nos efforts ne sont-ils pas inutiles ? Nous avons été vaincus, nous aussi, à Pharsale et à Philippes, et nous avons vu le peuple courir, comme toujours, au devant de la servitude. Difficile et sévère pour ses amis, il accepte tout de ses maîtres et de ses tyrans. Se souvient-il seulement que nous vivons encore et que nous traînons pour lui le boulet de l'exil ? C'est poursuivre trop longtemps de vaines espérances. Le parti le plus sage est de nous replier sur nous-mêmes, et de contempler d'un regard impassible toutes ces iniquités politiques et sociales auxquelles nous avons fait la guerre. Qui sait si l'indifférence n'est pas la première de toutes les philosophies ? » Voilà ce qui a été dit très-souvent depuis quelques années, et ce sont quelquefois les esprits les

plus généreux qui tiennent ce langage. Ils ont été brisés par le choc des événements. Ce sont des blessés qui demandent à se retirer du combat, avec la résolution de ne plus paraître sur le champ de bataille. Ils ressemblent à des marchands fatigués du poids des affaires et qui auraient pris le parti de liquider. Mais cette liquidation ne saurait être pour eux qu'une honteuse banqueroute, la banqueroute du caractère.

Vous êtes découragé et abattu parce que vos efforts ont échoué? Mais quoi! la victoire avait-elle promis de vous être fidèle? Vainqueur un jour, deviez-vous l'être nécessairement le lendemain? Aviez-vous fait un pacte avec la fortune? et ne deviez-vous pas craindre son inconstance? Le peuple vous abandonne, il a cessé de répéter votre nom, il ne sait même plus si vous existez; mais ignoriez-vous que l'exil, c'était l'oubli, plus que l'oubli, une sépulture, comme disait Sénèque (1). Nos pères n'ont-ils pas éprouvé comme nous

(1) Relegatis, hoc est, jam sepultis.

(*De Consolatione.*)

les amertumes de la défaite, et n'avons-nous pas rencontré leurs ossements partout où la tempête nous a jetés? Il n'y a rien de nouveau dans toutes ces iniquités qui vous étonnent et vous affligent.

La route que parcourent les défenseurs du droit et de la liberté ressemble à la voie Appienne : elle est bordée de tombeaux.

Tant que la tyrannie n'aura pas trouvé le moyen d'abattre toutes les têtes d'un seul coup, comme l'eût voulu cet empereur romain, il ne faut jamais désespérer du triomphe des causes justes.

Nous sommes les fils de ces Gaulois qui nouaient dans la guerre des amitiés héroïques. On les voyait quelquefois s'attacher deux à deux pour combattre, vaincre ou mourir ensemble sur le champ de bataille. Soldats de la démocratie, chacun de nous est également lié par un anneau d'airain au compagnon de lutte qu'il a choisi. Ce noble compagnon, c'est le droit. Rien ne doit nous en séparer, ni la victoire, ni la défaite, ni la mort.

XVI

PORTRAITS D'AUTREFOIS

ET D'AUJOURD'HUI

Il n'y a point de tempêtes qui laissent voir le lit des mers, comme les poètes s'amuse à le dire (1); mais il y en a qui montrent le fond de l'âme humaine. Ce sont les grandes crises de la vie sociale. L'homme, dans ces jours d'agitation, se découvre ordinairement tout entier; c'est le beau moment pour le connaître. Un pareil spectacle est cent fois plus instructif que tous les livres des moralistes, anciens ou modernes.

L'histoire des révolutions rappelle trop souvent ce mot de Laroche foucauld : « Il y a des héros en mal, comme en bien. » On ne

(1)

Unda dehiscens
Terram inter fluctus aperit.

VIRG., *Æneid.* Ch. I.

remue pas les masses populaires sans faire jaillir de leurs profondeurs des vertus et des vices, dont la grandeur doit étonner le monde.

On s'est incliné dans tous les temps devant la victoire, même quand elle était malhon-
nête. Mais ce culte de la force triomphante n'a jamais été plus commun que de nos jours. Quelle joie pour les coquins ! Ils peuvent se vanter d'être avec les dieux.

Nos pères eurent la nuit du 4 août. Quel magnifique spectacle ! Les représentants de la noblesse, entraînés tout à coup par le souffle généreux qui emportait alors la France, montèrent à la tribune pour faire publiquement le sacrifice de leurs titres et de leurs privilèges. Nous avons eu la nuit du 24 février. Quel spectacle hideux ! Les représentants de la bourgeoisie, qui venaient d'exploiter les abus d'un long règne, ont oublié jusqu'au nom de la royauté, faite à leur image, et quand le jour a paru, ils ont déclaré solennellement que la République était un coup de la Providence. L'un des chefs que l'acclama-

tion populaire avait portés au pouvoir recevait les jours suivants trente mille lettres de ces nouveaux adeptes de la démocratie. Quand seront-elles livrées au public? Il faut traîner ces hontes toutes nues à la postérité.

Voici des hommes qui se disent honnêtes et qui glissent avec une facilité merveilleuse d'un gouvernement dans un autre. Qu'une révolution les écarte un jour, ils reparaisent le lendemain. Ils ont, du reste, les plus beaux motifs pour rester ainsi toujours sur la scène. Si le gouvernement est bon, ils veulent s'associer naturellement au bien qu'il fait, et s'il est mauvais, il s'agit pour ces honnêtes citoyens de l'arrêter sur la pente du mal. L'important, c'est qu'il paie. — Guicciardini écrivait, il y a trois siècles : « Quand la patrie tombe dans les mains d'un maître, c'est le devoir de tout bon citoyen de chercher à se faire une place à côté de lui, afin de provoquer le bien et d'arrêter le mal : il est dans l'intérêt de l'État que les bons citoyens y jouissent dans tous les temps de quelque autorité (1). » C'est

(1) *Ricordi politici e civili.*

en suivant cette maxime que l'égoïste Florentin aida doucement la liberté à mourir dans les bras des Médicis.

On peut abattre un empire dans une bataille, étouffer une royauté dans un mouvement populaire et tuer une république dans quelque guet-apens, mais il est impossible de chasser cet homme de la place qu'il occupe : il fait partie du bagage de tous les gouvernements ; c'est une machine montée pour tous les pouvoirs. Il dirait volontiers, comme Louis XIV : « L'État, c'est moi. » Il a pris racine dans ses fonctions. Du reste, il n'a jamais eu et il n'aura jamais une opinion politique : c'est une métaphysique inaccessible à son esprit. Il ressemble à son père et son fils lui ressemblera. Dans sa famille, on ne naît ni homme ni citoyen, on naît simplement fonctionnaire. C'est une espèce qu'on retrouve dans tous nos vieux États civilisés : elle s'est faite peu à peu par des transformations successives, d'après la loi de Lamark, confirmée par Darwin. Son organisme est achevé et il n'a plus rien à demander à la nature. Elle se présente avec un carac-

tère analogue, sinon identique, dans tous les États, parce qu'elle a rencontré partout le même milieu et qu'elle s'y est également adaptée. C'est elle qui, après les défaites de la liberté, rend toujours facile, au moins pour quelque temps, l'établissement du despotisme, parce qu'elle lui prête des milliers de bras pour atteindre partout, et que, dans les transformations qu'elle a subies pour devenir ce qu'elle est, elle a perdu l'habitude de raisonner.

C'est le fils d'un vieux révolutionnaire, sorti d'une souche de manants. Son père courut bravement aux armes, quand la République fut en danger. Il a eu le talent d'augmenter son patrimoine par des moyens plus ou moins honnêtes. La royauté, sortie de la révolution de juillet, était son idéal; il avait su se placer parmi ces deux cent mille électeurs qui tenaient dans leurs mains les destinées de la France. Quand la République a reparu, il s'est souvenu pendant quelques jours que son père était un sans-culotte et lui avait donné à sa naissance le nom de Brutus. Il regrettera toute sa vie que l'inauguration du suffrage

universel l'ait confondu avec la multitude. Cet arrière-petit-fils d'un serf comptait faire souche d'aristocrates.

Ils sont conservateurs : ils prétendent représenter la religion, la famille et la propriété. Or, voici comment ils les représentent. La religion n'est pour eux qu'un frein que le peuple doit blanchir de son écume ; ils admettent bien Dieu, mais comme agent de police éternel du régime social dont ils recueillent tous les avantages. De la famille, ils n'ont pris que l'enseigne et le titre : c'est une raison commerciale qui leur a permis de doubler leur fortune. Il y en a parmi eux qui ne connaissent pas le nom de leur père ou qui n'ont pas le droit de le porter et qui ne laisseront pas leur nom aux enfants qu'ils ont jetés dans la vie en cherchant à se distraire. Quant à la propriété, ils y tiennent du fond de leurs entrailles. Ce sont des propriétaires fanatiques : mais ne remontez pas à l'origine de leur richesse. Si elle est pour quelques-uns le résultat du travail, elle n'est pour les autres que le fruit honteux d'une spéculation frau-

duleuse ou d'une dîme occulte, prélevée pendant des années sur le salaire des travailleurs.

Qui n'a pas vu ou entendu bien des fois dans nos troubles civils cet intrépide nouvelliste? On dirait qu'il aspire à être le Dangeau de la démocratie. Il assiste au lever et au coucher du peuple souverain; il sait ce que le peuple dit et même ce qu'il pense; il vit dans la confiance du peuple; il peut dire non-seulement ce que le peuple fait aujourd'hui, mais ce que le peuple fera demain. Aucun mouvement du peuple ne lui échappe: s'il ignore, il invente; et il en a tellement pris l'habitude, qu'il est généralement de bonne foi dans les mensonges qu'il débite. Il veut qu'on sache avant tout qu'il est dans l'intimité du peuple: c'est une vanité comme celle du courtisan, qui tient à pouvoir dire quand son prince a éternué. Seulement, elle n'est pas toujours aussi innocente, et les bruits qu'elle propage pour son plaisir peuvent même la rendre dangereuse.

Le peuple désire, le peuple demande, le peuple exige; voilà le fond d'un grand nom-

bre de discours dans les temps d'agitations populaires. Les orateurs, qui tiennent ce langage, ne prennent pas toujours la peine d'examiner s'ils sont véritablement les interprètes du peuple; mais il y en a parmi eux qui sont sincères, ils croient au fond que le peuple est avec eux et qu'il parle par leur bouche. Les événements leur donnent quelquefois de cruels démentis, mais ils ne les corrigent pas toujours.

Ce zèle que met Démophile à parler sans cesse du peuple, de ses griefs et de ses droits, peut être sincère et désintéressé; je crois même qu'il l'est véritablement, mais il y mêle tant de tapage, qu'il finit par le rendre suspect. Béranger disait avec sa finesse ordinaire : « Le tambour qui passe dans la rue ne bat pas tout à fait pour les gens qui se mettent à la fenêtre : il bat aussi un peu pour lui-même. »

Commerce détestable et qu'on ne saurait trop flétrir ! Chrysile a vendu son opinion, et il est prêt à la revendre, si quelque acheteur se présente. On pourrait lui pardonner de se

vendre lui-même, en supposant qu'il s'appartienne encore. Mais ce marchand a volé sa marchandise, et ce qu'il vend ainsi tous les jours, ce sont les droits et les libertés d'un peuple qui lui a remis ses destinées.

Le bruit de sa popularité, il y a plus de deux mille ans, remplissait Athènes, il s'appelait Cléon; c'est lui qu'Aristophane a persiflé dans une de ses comédies. On le vit paraître aussi à Rome sous différents noms au milieu des agitations publiques. Comment s'appelle-t-il aujourd'hui? à quoi bon le nommer? Tout le monde le connaît: c'est toujours le même personnage. Son unique désir, aujourd'hui comme autrefois, est de tenir la corde dans l'arène populaire.

Ce prince est généreux, dites-vous; il rêve toutes sortes de projets populaires et il travaille avec ardeur au progrès de la démocratie. Prenez garde! vous faites l'éloge d'un conspirateur. Ce prince, dans une monarchie, conspire nécessairement contre son père, son oncle ou son cousin, dont il convoite la cou-

ronne. Dans une république, s'il y a une république assez inepte pour le souffrir sur son territoire, il conspire contre la souveraineté populaire, qu'il veut confisquer à son profit. Plus il se rapproche de la démocratie, et plus il est dangereux. Un prince démocrate cache toujours un prétendant ou un conspirateur.

Nous avons vu Falstaff aspirer au rôle d'homme d'État. La politique étant devenue une débauche, Falstaff a dû croire qu'il y avait sa place marquée, et il a voulu la prendre. Mais Falstaff avait vieilli, il n'était plus que l'ombre de lui-même; on l'a trouvé ennuyeux, et il a été mis à la porte comme un valet de comédie qui n'a plus le don d'égayer la scène.

Vous ne pouvez toucher à la Révolution et à son histoire sans partager les idées d'Argas ou provoquer sa colère. Argas est le gardien de l'Église jacobine, dont il porte dévotement les clefs à la ceinture. Malheur à vous, si vous n'en approchez avec respect! Le farouche Argas va donner l'alarme et mettre en branle

toutes les cloches de la Révolution. Son zèle est assurément fort louable, quoiqu'il ne soit pas toujours aussi éclairé qu'il pourrait l'être. Mais notre sonneur ne manque jamais d'y trouver son compte. D'abord, il fait beaucoup de bruit dans le monde, ce qui est inévitable, quand on sonne aussi bien les cloches; et puis il se sert de ce bruit pour étouffer les voix indiscrètes qui voudraient lui parler de l'époque où il servait avec le même fanatisme la cause de la royauté.

Pamphile, que je viens de rencontrer, m'a dit en souriant : Vous aviez raison : ce gouvernement devait tomber; il n'était plus en harmonie avec les idées et les besoins de notre époque. — Ainsi, Pamphile, vous êtes rallié au nouveau régime? — Complètement rallié. — Il n'a cependant rien de commun avec l'ancien. — Je le sais; mais les événements m'ont ouvert les yeux, et j'aperçois aujourd'hui la vérité. — Croyez-moi, Pamphile, soyez moins clairvoyant, et gardez vos opinions, si vous voulez que je vous estime. »

« Je veux me tenir en dehors des partis ; c'est le seul moyen de rester indépendant. » Voilà ce que disait Érème. J'ai su cependant qu'il avait cherché à grouper autour de lui un certain nombre de citoyens. Il a même fondé un club auquel il a donné le nom de *Club des Impartiaux*. Le titre est digne d'Érème, sans aucun doute ; mais il n'en résulte pas moins que, pour échapper au despotisme des partis, notre solitaire a fait un parti de plus. On pourrait aussi en conclure qu'il y avait plus d'orgueil que de sagesse dans cette sauvage indépendance d'Érème.

Vous avez sans doute entendu Messala. Quel orateur ! quelle verve ! et quelle ardeur infatigable ! A peine a-t-il fini un discours qu'il en commence un autre sans prendre haleine, et toutes ces harangues coulent sans effort de ses lèvres, comme s'il ne respirait que par la parole. Il y a des gens qui prétendent que ce grand avocat de la liberté serait désespéré de gagner son procès, parce qu'il y perdrait la meilleure occasion de montrer son éloquence. La gloire de bien dire, ajou-

tent-ils, suffit à son patriotisme. Mais ce sont les ennemis de Messala qui tiennent ce langage, et ils ne méritent guère d'être crus.

Que vous êtes simple ! Et comment, s'il vous plaît, pouvez-vous voir dans ce brave homme une espèce d'Érostrate qui aurait juré de s'ensevelir sous les ruines de l'ordre social ? — N'a-t-il pas nié Dieu ? — Il a nié Dieu, c'est vrai, mais le Dieu traditionnel, pour le remplacer par un autre d'une physionomie plus moderne. — N'a-t-il pas aussi attaqué la propriété ? — Il l'a attaquée sous sa forme actuelle, mais il n'a nullement songé à la détruire ; il songeait tout au plus à la rajeunir. — N'a-t-il pas enfin prêché l'anarchie ? — Simple question de mots : il voulait moins de gouvernement ; voilà tout. Or, il n'y a là sans doute rien que de raisonnable. — Mais alors pourquoi troubler ainsi les esprits ? — Je vois que vous ne comprenez rien à sa méthode, qui est la conciliation des contraires, et qui lui est venue d'Allemagne, où elle devait naître nécessairement. C'est un exercice intellectuel, divisé en trois temps, qu'on nomme la thèse,

l'antithèse et la synthèse. Il se pratique depuis de longues années au delà du Rhin, parmi les pots de bière et les pipes de tabac, et, chose remarquable, il n'y a jamais cassé ni pipe ni pot. Au fond, l'exercice est assez innocent. La thèse vous effraie? Attendez : l'antithèse est là qui va vous rassurer, et si vous n'êtes pas encore tranquille, voici la synthèse, c'est-à-dire un mariage, comme dans les pièces bourgeoises de Scribe. — Mais alors il n'est donc pas aussi coupable qu'on le dit? — Non, sans doute; seulement il aime trop à faire peur. Il a aussi un autre défaut; il ne cherche pas assez, parmi toutes les honnêtetés de sa vie, cette sévère honnêteté de l'esprit, qui ne permet de s'attacher aux idées, pour les répandre dans le monde, qu'autant qu'elles contiennent une partie de la vérité universelle. Quand une idée se présente à lui, il ne lui demande pas si elle est vraie, mais si elle peut faire beaucoup de bruit. La réponse est-elle satisfaisante? Il donne la main à l'idée et la conduit bravement sur la place publique, où ils font ensemble le plus beau tapage du monde. Mais la scène une fois terminée, le faux agitateur rentre paisiblement chez lui,

et si vous regardiez par sa fenêtre, qui reste toujours ouverte, vous verriez cet ennemi de l'humanité rire et jouer avec ses enfants, au milieu de toutes les poésies de la famille.

Criton est philosophe et se vante de l'être. A ce titre, il n'éprouve que du dédain pour toutes les querelles qui nous agitent. Comment pourrait-il s'intéresser à nos luttes politiques? Des hautes régions où plane son esprit, il ne peut guère découvrir les accidents qui se produisent ici-bas. Il ne cherche pas d'ailleurs à distinguer entre les divers phénomènes qui se déroulent sous ses yeux. Que la liberté succombe, que les droits des citoyens périssent et qu'un peuple soit remplacé par un homme, l'âme de Criton n'en est nullement émue. Ce sont là des détails qui ne sauraient troubler sa sérénité. Notre philosophe ne s'attache qu'à la trame infinie des choses, et ce qu'il contemple avec un bonheur sans mélange, c'est l'éternel renouvellement des formes de la vie. Quel que soit le flot qui arrive ou le flot qui s'en va dans ces effluves intarissables de l'être, Criton ne peut qu'être

content, car c'est son Dieu qui se fait ou qui devient, pour parler le langage de sa doctrine. Platon était bien moins philosophe; aussi s'exposa-t-il à être vendu comme esclave. Il s'occupait, comme un simple citoyen, du bonheur de la Grèce; il prit même à cœur les intérêts de la Sicile, et il fit deux ou trois fois le voyage de Syracuse pour ramener Denys au culte de la justice. Que ne se renfermait-il dans la contemplation sereine des idées, ces architypes divins des mondes! Il aurait pu jouir de la faveur du tyran, et répondre au besoin, comme Criton, à ceux qui l'auraient blâmé : « Qu'ai-je à faire avec vos petits phénomènes d'un jour ou d'une heure? Je vis dans l'éternel devenir. »

Lysis est à la fois un grammairien et un bel esprit, toujours prêt à discourir des auteurs d'autrefois. Il prend les écrivains, les regarde de face et de profil, par devant et par derrière, et quand il les a ainsi tournés de toutes les façons, il les retourne de nouveau, pour découvrir quelque trait, encore inaperçu, de leur physionomie. Si l'un d'eux a eu quelque

maîtresse, il ne manque pas de la tourner aussi de tous les côtés; car c'est, suivant lui, l'unique moyen d'apprécier l'influence qu'elle exerça sur l'esprit de son amant. Telles sont les graves occupations de Lysis. Il en a une autre : on le voit siéger parfois dans une assemblée qui est chargée d'examiner, au nom de l'ordre public, si quelque liberté anarchique ne menace pas de s'introduire dans l'État. Il a été autrefois le partisan et l'ami de toutes les libertés publiques : il n'y songe plus maintenant. La seule liberté qu'il paraisse défendre, c'est celle de parler mal de Dieu, qui ne nomme point les sénateurs et qui n'a pas le pouvoir de les révoquer. Quant aux autres, il les a vues bien des fois passer sous ses yeux, la corde au cou, sans que ce spectacle lui ait arraché la moindre parole, et cependant de naïfs Athéniens, que je soupçonne fort d'être nés en Béotie, s'amuse à le considérer comme un des représentants du parti démocratique.

On eût pu croire que cet abbé qui, dans son journal et dans ses livres, parlait sans cesse

du droit de nos pères, tenait à la démocratie du fond de ses entrailles. De quel air convaincu il disait à chaque instant : « Tout pour le peuple ! » Et comme il combattait avec ardeur cette insolente loi qui, déshéritant la nation, avait abandonné le pouvoir à quelques millions de familles ! C'était un des apôtres les plus zélés du suffrage universel. La cause qu'il défendait cependant était celle de la monarchie. Mais comme il voyait que le principe de la légitimité s'en allait tous les jours et qu'il était menacé d'une irréparable décrépitude, il avait imaginé de le rajeunir en le retrem pant dans le suffrage populaire. De là ces appels si fréquents à la volonté de la nation. Il ne songeait pas que le vieux droit monarchique n'était pas assez fort pour passer impunément par le creuset de la démocratie.

Comment voulez-vous que cet ardent panégyriste de la bourgeoisie ne soit pas furieux contre les classes populaires qui ont eu l'insolence d'arriver au pouvoir en dépit de sa doctrine ? Il employa vingt ans de sa vie à

prouver savamment que ce long travail des siècles, qui a coûté si cher à l'humanité, n'avait d'autre but que le triomphe des classes moyennes, appelées par Dieu lui-même à gouverner les sociétés modernes. Ce qu'il avait affirmé, comme écrivain, il l'a répété sans cesse comme orateur, et quel superbe assurance il apportait dans ses harangues ! Jamais prêtre ne proclama le dogme avec plus de hauteur. On ne pouvait guère l'entendre sans songer à Bossuet ou à Bourdaloue. Il prêchait avec fanatisme le Dieu de la bourgeoisie. Un jour le peuple s'est avisé de passer à travers cette doctrine et de se placer d'un bond à côté de ses maîtres. C'était manquer de respect à l'histoire et surtout à l'historien. Notre Polybe ne pouvait lui pardonner un pareil outrage. Il s'en est vengé en écrivant un livre médiocre contre la démocratie. Ce livre a naturellement pour but d'établir que la démocratie n'ayant pas eu le droit de naître, doit se hâter de mourir, pour l'honneur de la logique et l'intérêt des classes bourgeoises.

Il a fallu un coup de foudre populaire pour ramener à la vérité cette troupe de beaux esprits qui se livraient aux distractions les plus aimables dans leur Arcadie politique. Comme ils employaient agréablement leurs loisirs ! Ils distribuèrent à huis-clos les faveurs de l'État, ils faisaient des préfets, des ambassadeurs et même des ministres ; ils mariaient des princes et des princesses, et, dans leurs moments les plus gais, ils s'occupaient des amours illustres du temps. C'était une fête continuelle. Il leur arrivait rarement de regarder au dehors, et quand ils mettaient par hasard le nez à la fenêtre, c'était pour se moquer de quelque rêveur qui passait dans la rue, en parlant de liberté, d'égalité ou d'autres chimères, bonnes tout au plus pour amuser des enfants. Mais voilà que le peuple, qu'ils ne voyaient jamais et dont ils soupçonnaient à peine l'existence, a eu tout à coup la singulière envie de montrer qu'il existe. Quel trouble et quel désarroi dans ce cercle de beaux esprits ! Quoi ! le peuple vivait, il discutait, il agitait même des problèmes qui touchent aux fondements de l'ordre social ! Quoi ! la bête populaire pensait ! Elle avait véritablement une

âme ! Qui eût pu le croire ? Et comment admettre qu'il y ait des âmes si mal logées ? Nos aimables docteurs ne sont pas encore revenus de leur surprise : l'intervention du peuple sur la scène a troublé toutes ces élégances correctes et savantes qui jouaient avec les affaires publiques : il faudra bien du temps pour qu'elles s'y accoutument et surtout pour qu'elles s'y résignent.

Glycas aime, dit-il, la liberté, mais il refuse de faire la guerre au despotisme. Son nom le lui défend ; il exprime la douceur, et il veut que sa conduite réponde à son nom. Il est doux, caressant, onctueux, comme s'il prenait chaque jour un bain d'huile. Il a entrepris, s'il faut l'en croire, de réconcilier la liberté avec le despotisme, et, en attendant, il donne la main à ces deux irréconciliables adversaires.

On a découvert dans un vieux manuscrit du mont Cassin le dialogue suivant, qui date, comme on voit, du temps d'Auguste : « Quelle ardeur ! quel zèle ! quel dévouement pour la

liberté! — De qui parlez-vous? — Ne connaissez-vous pas cet orateur qui est toujours à la tribune aux harangues? — Cet ancien ami de Cicéron? — Il a été l'ami de Cicéron, et il en fait encore quelquefois l'éloge. — Ne voit-il pas souvent Auguste? — Il a des entretiens secrets avec lui. — De quoi s'agit-il dans ces entretiens? — De la liberté, qu'il travaille à réconcilier avec le neveu de César. — Leur réconciliation est-elle possible? — Il espère les marier. — Je comprends : il voudrait prendre part à la noce. Mais ce n'est pas ainsi qu'on sauve la liberté romaine. »

Le rôle de Capiton, qui mit lâchement la loi au service des Césars, a tenté ce jurisconsulte, que recommandaient d'utiles travaux. Il a déserté la cause du droit pour plaider celle du despotisme. C'est lui qui a imaginé de dire que la souveraineté du peuple n'existait véritablement que le jour où elle abdiquait entre les mains d'un maître. La démocratie fondée sur la servitude! Jamais sophiste ne se moqua plus insolamment de la raison et de la justice.

Ce Protée, toujours prêt à changer avec les événements, dit avec complaisance : « Je plie et ne romps pas. » Lamennais disait avec fierté : « Je romps et ne plie pas. » Il faudrait pouvoir dire : « Je ne plie ni ne romps. » C'est là qu'est la vraie sagesse, tant que la force ne vous écrase point. Mais il est plus noble, dans tous les cas, de rompre que de plier.

Ariste a voué sa vie au triomphe de la cause démocratique. Il est républicain par conviction plus encore que par caractère. Il reconnaît que la royauté et l'aristocratie elle-même ont rendu des services, quand elles n'ont pas abouti au despotisme et à l'oligarchie, comme leur tempérament les y pousse ; mais la démocratie lui apparaît comme la seule forme de gouvernement compatible avec la dignité humaine, et c'est à ce titre surtout qu'il est démocrate. Il n'a pas l'idolâtrie du peuple, comme on pourrait le croire. Il ne prétend pas, comme Rousseau, que la volonté générale ne puisse errer ; il se contente de dire avec Pascal : « La pluralité est la meilleure

voie. » Que le peuple se trompe, qu'il ait des faiblesses et des défaillances ; qu'il lui arrive même quelquefois de prendre ses amis pour des adversaires, et réciproquement, Ariste n'en est point étonné. Il sait que, si la vérité n'a pas pu être ancienne en naissant, la liberté ne saurait avoir, le premier jour, la sagesse de l'âge mûr. Les agitations populaires ne l'épouvantent pas. Il croirait moins à la démocratie et à son triomphe, s'il ne voyait remuer ses forces, si longtemps comprimées par le despotisme. Il est partisan de toutes les réformes qui peuvent avoir pour but de rendre le peuple arbitre de ses destinées ; et si des obstacles s'opposent à ces réformes, il ne craint pas de faire appel à la force irrésistible des révolutions. Il ne croit pas, il ne croira jamais qu'un sceptre jeté en travers ait le droit et le pouvoir d'arrêter un peuple dans sa marche vers l'avenir.

XVII

LES LANGUES, LES LETTRES
ET LES ARTS

PENDANT ET APRÈS LES RÉVOLUTIONS

Ces secousses qui accompagnent les révolutions n'agissent pas seulement sur le corps politique. Les esprits eux-mêmes en éprouvent le contre-coup, et, s'il s'agit d'une nation déjà parvenue à un certain degré de culture, il peut en résulter une sorte de rénovation intellectuelle.

Les grands changements ne s'accomplissent guère dans le monde que sur la fin d'un régime politique ou social, et lorsque ce régime a donné la plus grande partie de sa sève. Ce sont ordinairement des époques de langueur, sinon de défaillance. Il est bien difficile que toutes les manifestations de la pensée n'en soient pas atteintes. Les vieilles sources sont épuisées ou à la veille de l'être. Les nouvelles

ne coulent pas encore; il faut que le sol soit ébranlé pour qu'elles jaillissent de ses entrailles.

Un rajeunissement des formes de la pensée ne manque jamais de suivre la révolution, quand des aristocraties usées et corrompues sont remplacées par ces classes actives et laborieuses qui sont le réservoir de la vie des peuples. C'est un nouveau printemps qui commence, à moins que la nation tout entière ne penche tristement vers la vieillesse.

Il n'est guère possible que la langue, toujours si flexible, se dérobe à l'influence des agitations révolutionnaires. Elle s'était énermée, comme les esprits et les caractères, dans de longues années de despotisme, et elle avait perdu la plupart de ses qualités viriles; elle retrouve tout à coup sa force et son énergie. Si elle s'était éloignée du peuple, comme il arrive trop souvent sous les gouvernements despotiques, la révolution l'en rapproche, surtout quand le mouvement est populaire.

Elle peut perdre dans ce contact une partie de son élégance; elle devient moins littéraire et moins correcte, peut-être, mais elle est plus vivante et plus expressive.

La littérature, comme la langue, se transforme presque toujours sous le souffle des révolutions. Elle y trouve une nouvelle source d'idées et de sentiments dont elle se fait l'interprète. D'un autre côté, il y a certaines formes littéraires qui ne peuvent se produire dans tout leur éclat et toute leur puissance qu'au milieu de ces émotions publiques. Il en est ainsi, par exemple, de l'éloquence, qui naît des grandes luttes et qui finit avec elles, ou qui n'est plus généralement qu'un exercice pompeux, mais stérile, de la parole. « La grande éloquence, disait Tacite, a besoin d'aliments comme la flamme; le mouvement l'excite, elle brille en brûlant (1). » Quel riche aliment pour la parole que tous ces intérêts publics dont elle se nourrit! Ce sont des lois à fonder ou à détruire; c'est un peuple à gou-

(1) *Dialogue sur l'éloquence.*

verner; c'est la guerre, c'est la paix; c'est l'avenir de la nation, qui peut être sauvée ou perdue, suivant les conseils qui triomphent. Quel champ magnifique ouvert à l'éloquence! Nos tribunes modernes, qui ont rivalisé avec les tribunes antiques, sont les filles des révolutions. La liberté les élève, le despotisme les renverse. Il en fut ainsi dans Rome, comme dans Athènes; c'est ce qui arrive encore de nos jours. La liberté a besoin de la parole et le despotisme du silence.

On remarque parfois une transformation analogue dans le domaine de l'art. Comment ne participerait-il point à cette vie qui éclate partout? Que de scènes propres à enflammer les artistes, si du moins ils ne restent pas étrangers aux sentiments qui animent tout un peuple! C'est un monde qui se montre tout à coup à leurs regards. Le sculpteur n'y trouve pas, si l'on veut, les dieux ou les héros qu'il rêve; mais quel spectacle pour le peintre! D'ailleurs les esprits sont excités; on sent partout l'enthousiasme de la lutte et de la victoire; il faudrait que l'imagination fût morte

pour ne point se réveiller au milieu de toutes ces passions.

Ce n'est pas toujours dans les temps des révolutions qu'on peut juger de l'action qu'elles exercent sur les langues, les lettres et les arts. On peut même dire que cette action n'est guère sensible que dans les temps qui suivent. Mais il est facile d'observer qu'une sève nouvelle circule dans les divers domaines de la pensée. D'où vient cette sève qui a tout rajeuni? Des impressions fécondes que laisse après elle toute grande commotion politique, et de ce redoublement de vie dont elle est le signal.


Une histoire de la langue chez tous les grands peuples ferait voir sans peine qu'elle est sortie plus forte et plus vigoureuse des agitations que ces peuples ont traversées. On peut dire aussi qu'une histoire de la littérature et de l'art aboutirait à des résultats analogues. Nous y verrions partout l'art et la littérature s'imprégner d'une vie nouvelle



dans ces grandes batailles que livrent les peuples pour reconquérir leur liberté ou leur indépendance, et y puiser une force qui leur manquait auparavant.

Les orateurs et les écrivains des temps révolutionnaires sont sujets à l'emphase : ils semblent plus ou moins déclamatoires ; ils ne le sont pas cependant autant qu'ils le paraissent. Le ton de leurs discours et de leurs écrits est conforme au rythme du temps ; leur langage serait moins naturel, s'il était plus simple. Il ne faut pas leur demander cette perfection des formes, qui ne peut guère être obtenue que dans des temps plus paisibles. Ce qui les distingue ordinairement, c'est une vigueur toute particulière, et cette sorte d'emportement lyrique qui est le caractère de l'époque.

On cherche à rattacher à des princes, comme s'ils en avaient été la source, l'éclat des lettres et des arts à certaines époques : mensonge de courtisans et de rhéteurs ! Le



despotisme ne fait pas de ces merveilles. Si les arts et les lettres, du vivant de ces princes, atteignirent si haut, c'est que dans l'époque précédente, ils avaient été *embesognés d'une nouvelle semence*, comme disait Montaigne. Les événements qui précédèrent ces règnes, les passions, les idées et les intérêts dont ces événements furent la source, avaient remué puissamment les esprits et ouvert à la pensée des voies nouvelles; de là cette sève qui jaillit de toutes parts.

Ces faux historiens de l'esprit humain, qui en font le valet ou tout au plus un officier des princes, attaché à leur personne et dépendant de leur fortune, oublient de remonter à la véritable origine de ces splendeurs intellectuelles qui ont ébloui et charmé le monde. Le fleuve aboutit à César, donc César en a créé la source. Voilà comment ils raisonnent. Ils ne voient pas que c'est l'âme de tout un peuple, remuée et fécondée par les événements, qui s'épanche à travers ces créations artistiques ou littéraires.

Quelques dates semblent donner raison à cette flatterie traditionnelle, qui fait complaisamment des princes les pères des lettres et des arts. Virgile et Horace furent contemporains d'Auguste ; Machiavel et Guicciardini des Médicis ; Molière, Racine et La Fontaine de Louis XIV. Mais ils furent les uns et les autres le produit de l'époque précédente, qui avait mis en mouvement tous les esprits, et non du règne qu'ils illustrèrent. Les princes ne sèment pas plus les talents que les richesses ; leur seul mérite consiste à s'en parler, quand l'occasion s'en présente ; mais ils sont étrangers par eux-mêmes à ce magnifique épanouissement des plus nobles forces de l'humanité.

Les révolutions n'ouvrent pas seulement de nouvelles sources d'inspiration aux écrivains et aux artistes : elles aident aussi quelquefois à comprendre les œuvres des siècles qui ont précédé. Plusieurs écrivains de l'Antiquité, par exemple, n'ont guère été compris véritablement que de nos jours.

Il n'y a qu'un point de vue qui permette de saisir convenablement les lignes d'un tableau. On en peut dire autant des monuments littéraires, et surtout de ceux des grands maîtres. Ce point de vue, hors duquel le chef-d'œuvre se perd dans l'ombre, est caché quelquefois par les événements : il arrive aussi que les événements le découvrent. C'est ce qui a lieu en particulier pour quelques écrivains dans les temps de révolutions, qui en font voir tout à coup la grandeur et la beauté.

Nous comprenons mieux aujourd'hui, et nous traduisons mieux que nos pères les récits de Thucydide, de Salluste et de Tacite. Sommes-nous plus érudits ? Je veux bien le croire. Mais si nous avons quelque supériorité sur ce point, c'est que nous avons assisté, pour ainsi dire, aux événements dont ces écrivains nous tracent le tableau : nous avons vécu dans l'Agora et au Forum ; nous avons pris part au triomphe de la liberté et souffert des représailles du despotisme. Il nous est arrivé même quelquefois de jouer un rôle dans ces luttes, sans cesse renaissantes, du droit

contre la tyrannie. Ces nobles témoins de l'Antiquité sont nos contemporains; leur voix nous est connue et presque familière : ils parlent toujours, sans doute la langue de Rome et d'Athènes, mais tout ce qu'ils disent passe aujourd'hui sans effort dans notre langue, qui est devenue l'organe des mêmes idées politiques.

Veut-on savoir comment les révolutions rajeunissent quelquefois des œuvres qui datent de longs siècles? Il suffit de songer au *Prométhée* d'Eschyle. Le drame du vieux poète grec était resté dans l'ombre depuis l'Antiquité; la Renaissance nous l'avait transmis sans en comprendre la grandeur; le dix-septième siècle, si littéraire pourtant, parut ne point l'apercevoir, et il fut complètement méconnu par le dix-huitième siècle. Mais voici la Révolution française avec ses prodiges d'énergie et de dévouement à la cause de l'humanité. Le martyr du Caucase ne tarde pas à reprendre sa place; il fut condamné par Jupiter, dont il menaçait la tyrannie; Vulcain, ce hideux bourreau, le cloua sur

son rocher, et l'ignoble Mercure, pour plaire à son maître, l'abreuva de sarcasmes. Il appartient à notre époque ; on l'explique, on le commente sous toutes les formes. Toutes les langues, toutes les littératures s'en emparent, et l'œuvre d'Eschyle, après tant de siècles, resplendit tout à coup d'une nouvelle jeunesse.

Aucune révolution n'a contribué autant que la Révolution française à doter les esprits d'une vie nouvelle ; elle a créé l'éloquence politique ; elle a rajeuni et renouvelé l'histoire ; elle a ouvert partout des sources de poésie. Où en seraient aujourd'hui les lettres et même les arts, sans cet ébranlement fécond que ressentit la France à la fin du dernier siècle ?

Nous sommes trop loin des mouvements qui ont changé, à différentes époques, la destinée des peuples, pour apprécier l'influence plus ou moins profonde qu'ils ont exercée sur les esprits. Mais nous sortons à peine de la

Révolution française, dont le souffle orageux nous agite encore. Il serait facile de prouver par l'histoire intellectuelle de notre temps, qu'un nouveau monde est sorti de cette grande commotion politique.

Ce fonds d'idées et de sentiments, qui constitue la vie morale de l'humanité, a besoin parfois d'être renouvelé ou du moins rajeuni. Les religions et les philosophies se chargent ordinairement de ce rôle; c'est ce qu'on peut dire aussi des révolutions, chaque fois qu'elles remuent profondément les peuples et qu'elles les poussent dans une autre voie.

XVIII

DES RÉVOLUTIONS DU PASSÉ

Nous trouvons la violence au berceau de chaque peuple. C'est la conquête ou l'oppression d'une tribu par une autre qui fonde ordinairement les États. A mesure que le peuple grandit et se développe, les opprimés ou les vaincus cherchent à monter au rang de leurs maîtres. Si le gouvernement est sage, il favorise ce mouvement; s'il manque de sagesse, il le combat. Mais alors les agitations commencent, et la force reprend un jour ce que la force a donné. Voilà comment se sont produites la plupart des révolutions depuis l'origine des sociétés jusqu'à nos jours.

Si l'on pénètre un peu dans le secret des mouvements dont l'histoire nous offre le spectacle, on ne tarde pas à reconnaître qu'il

s'agit, dans la plupart des cas, pour le parti qui se lève, d'être associé au privilège du parti qui domine, ou même de le remplacer dans la jouissance de ces privilèges. L'idée du juste, dans sa haute acception, est complètement absente de ces luttes. Il n'en a pas été seulement ainsi dans l'antiquité et au Moyen Age, mais encore dans les temps modernes. Ce qu'on cherche dans tous ces conflits, ce n'est point cette justice universelle, qui réside dans l'équilibre naturel des droits et dont l'idéal n'existe pas encore, mais une place plus grande dans la cité.

Immobile dans ses castes, où le tenaient emprisonné la religion et la politique, fortement liées l'une à l'autre, le vieil Orient ne connut point les agitations salutaires de la liberté. Le moi sommeillait encore, ou, s'il était éveillé quelque part, il n'avait ni la force ni la volonté de rompre ses chaînes. Des rois et des dynasties se succèdent : c'est un écroulement de peuples et d'empires; mais le spectacle a beau changer, l'idée du droit ne rayonne jamais sur le front abaissé de ces troupeaux humains, qui passent sous nos

yeux avec les stygmates de la servitude. La guerre, les conquêtes, des intrigues et des conjurations de palais y président à la chute des gouvernements : l'homme ne s'appartient pas assez, il est encore trop plongé dans le milieu qui l'entoure pour chercher, par un effort vigoureux, à briser le joug des fatalités politiques et sociales.

C'est de la Grèce, amie du mouvement, que partit pour la première fois ce cri de liberté qui devait, d'échos en échos, retentir à travers les siècles : cri trois fois divin ! Toutes les révoltes généreuses avaient trouvé leur mot d'ordre sacré, et la guerre contre les tyrannies allait pouvoir commencer au nom de la dignité humaine.

Les révolutions, chez les anciens, dans les républiques grecques principalement, devaient être plus fréquentes que de nos jours. On y vivait sur la place publique : c'était le gouvernement direct, c'est-à-dire sans représentation, et les partis se trouvaient constamment face à face, comme les gladiateurs dans le

cirque. Les haines personnelles, toujours si puissantes dans les petits centres, intervenaient sans cesse dans les luttes politiques et en augmentaient naturellement la violence.

Nous n'avons qu'une idée incomplète des changements qui s'accomplirent avant Alexandre, c'est-à-dire avant l'époque de leur asservissement, dans les principales villes de la Grèce. On peut dire cependant que le pouvoir y prit successivement toutes les formes et que, si des insurrections populaires y brisèrent plus d'une fois le joug du despotisme, le peuple ne sut pas se garantir assez des écueils de la démagogie. C'est ce qui eut lieu surtout chez les Athéniens après le gouvernement de Périclès. On ne saurait trop regretter que le livre d'Aristote sur les constitutions de la Grèce ait été perdu. Nous pourrions y suivre pas à pas pour ainsi dire, toutes les transformations que subit le pouvoir sous le coup des événements dans ce petit monde grec, qui traversa en si peu de temps les différentes phases de la civilisation, et dont la vie fut aussi éclatante que rapide.

Toute l'histoire romaine, depuis la chute des rois, fut une longue lutte entre le peuple et les patriciens. Si cette lutte cesse un jour par une victoire ou une défaite, elle recommence le lendemain avec une vigueur nouvelle. De là, le mouvement et la vie qui se font sentir partout. Le malheur voulut que lorsque le peuple triompha, il n'y avait plus guère de Romains ; la république s'était perdue par ses conquêtes ; les soldats avaient remplacé les citoyens ; César et Pompée cachaient Rome, et c'est ainsi que le despotisme put s'établir bientôt sur les ruines des libertés publiques.

Dans les sociétés anciennes, les agitations pouvaient se prolonger sans péril, parce que le travail des esclaves y nourrissait les citoyens : il n'en est pas ainsi dans nos sociétés modernes. A part quelques parasites, qui disparaissent tous les jours, le citoyen s'y nourrit lui-même ; aussi les agitations n'y peuvent-elles durer longtemps, sans condamner la liberté à mourir de faim. De là cette question formidable de Rousseau à propos de l'esclavage, et le doute, plus formidable encore, qui

lui sert de réponse (1). Ce doute se changerait en certitude pour le malheur de l'humanité, si la liberté devait être un éternel orage. Il y avait autant d'ignorance que d'héroïsme dans ce mot prononcé de nos jours : « Nous avons trois mois de misère au service de la République. »

Le berceau de nos libertés modernes est dans les communes, sorties elles-mêmes d'une révolution qui se produisit sous des formes diverses, pour aboutir à un résultat analogue, dans une grande partie de l'Europe. C'est un drame très-compiqué en apparence que ce mouvement communal qui commence au onzième siècle; mais il est facile de le ramener à l'unité. La même pensée animait toutes ces villes en révolte contre leurs seigneurs laïques ou religieux : il s'agissait d'échapper à l'oligarchie féodale, dont le joug était si pesant.

Il était naturel que la flamme de la vie poli-

(1) « Quoi! la liberté ne se maintient qu'à l'appui de la servitude! Peut-être! » (*Contrat social*. Liv. III, chap. 15.)

tique s'allumât en Italie plutôt qu'ailleurs. Les villes n'y avaient jamais perdu complètement leur importance, et le souvenir des Municipales romains, qui étaient au fond de petits États, malgré leur subordination à la grande métropole, n'avait cessé d'y vivre dans les esprits. De là l'épanouissement rapide de toutes ces républiques qui ont jeté tant d'éclat, mais qui, à l'exception de Venise, ne devaient avoir qu'une existence assez éphémère. Leur histoire nous présente une série de révolutions. Mais l'amour de la liberté ne joue qu'un rôle secondaire dans ces luttes. C'est presque partout une guerre de factions, entre lesquelles toute idée de droit disparaît, jusqu'au moment où quelque chef, sorti de la foule, met fin à toutes ces querelles, en s'emparant du pouvoir et en s'imposant aux uns et aux autres.

C'est surtout de la renaissance des lettres, que datent, à vrai dire, les révolutions politiques dans les temps modernes. On ne peut pas prétendre que les lettres en aient été véritablement la cause; mais elles les ont secondées, en prêtant leur voix aux douleurs et aux

espérances des peuples. D'ailleurs, elles ne pouvaient guère travailler à la culture des esprits, sans réveiller au fond des cœurs le sentiment de la dignité humaine et l'amour antique de la liberté.

Un petit peuple, le peuple hollandais, a donné le premier à l'Europe, à peine échappée des liens du Moyen Age, le spectacle d'un de ces efforts généreux, dont l'exemple semblait perdu depuis l'Antiquité. Le mouvement qui l'arrache, vers la fin du seizième siècle, à une double tyrannie politique et religieuse, est sans contredit l'un des plus beaux de l'histoire. Ce qui rendit ce mouvement facile ou du moins possible, c'est que les Hollandais se sentirent toujours les fils de ces Bataves qui défendirent si vaillamment leur indépendance contre les Romains. La nécessité de lutter sans cesse contre la nature, leur éternelle ennemie, maintenait et rajeunissait chez eux, en dépit du temps, ces habitudes de résistance, qu'ils avaient héritées de leurs pères. La féodalité les atteignit comme le reste de

l'Europe; mais elle ne fit en quelque sorte que glisser sur eux. Voilà pourquoi ils se trouvèrent prêts à lutter un jour avec succès contre les forces réunies de la superstition et du despotisme : voilà pourquoi aussi, ils surent profiter de la victoire.

« Qui pourrait oublier, leur disait Mirabeau, dans cet écrit qu'il leur a consacré, que vous êtes le plus ancien des peuples libres; que vous ne cessâtes jamais de l'être; que vous avez purifié, fortifié, couvert de villes une terre dont les éléments n'étaient qu'ébauchés; que vous admîtes, les premiers, il y a plus de deux siècles, cette auguste tolérance, sans laquelle il n'est de fraternité ni entre les membres d'une même famille, ni entre les divers États; que vous tendîtes une main secourable aux malheureux Vaudois; que vous avez plus d'une fois rétabli la liberté des mers, donné la paix à l'Europe, arbitré les rois; que nulle nation moderne ne joignit avant vous la liberté et la richesse; qu'enfin, placés par la Providence sur un sol sujet aux inondations, aux maladies épidémiques, aux ravages qui les suivent, vous y êtes froidement restés, comme dans un poste d'honneur, pour y dé-

velopper toutes les ressources de l'intelligence et du courage (1) ? »

Il y a cette ressemblance entre la révolution des Pays-Bas et celle d'Angleterre, qui devait la suivre de près, que la seconde, comme la première, eut à la fois un caractère politique et religieux. Mais que de différences entre elles ! La révolution d'Angleterre, quoique plus violente, ce qui est presque inséparable des guerres civiles, fut cependant moins profonde et moins radicale. Commencée vers le milieu du dix-septième siècle, elle ne devait s'achever véritablement que quarante ans plus tard. Elle s'arrête quelque temps dans les mains de Cromwell, pour retomber ensuite dans celles de la dynastie dont elle avait décapité le chef. C'était une guerre contre une famille de rois plutôt que contre la royauté. La monarchie cependant en sortit abaissée et la liberté triomphante ; les Anglais, qui s'étaient levés pour défendre leurs droits traditionnels contre le despotisme des Stuarts, n'avaient pas agrandi le do-

(1) Adresse aux Bataves sur le Stathoudérat.

maine de ces droits, mais ils en avaient assuré sagement l'exercice.

Sortie d'une querelle sur l'impôt, la révolution d'Amérique, au dix-huitième siècle, ne fut d'abord qu'une guerre de colonies contre la métropole. Une fois l'indépendance conquise, les colonies durent se donner un gouvernement. Elles étaient menacées d'un double écueil : le pouvoir militaire et la royauté ; elles y échappèrent par la sagesse et le désintéressement de Washington. Ainsi naquirent les États-Unis de l'Amérique du Nord. Ces colons, qui venaient de s'affranchir, étaient pour la plupart des exilés ou des fils d'exilés, qui avaient dû quitter l'Europe pour se dérober à la tyrannie. Ils étaient arrivés dans le Nouveau Monde avec un amour ardent de la liberté ; ils ne connaissaient ni distinction, ni privilège ; ils avaient laissé de ce côté de l'Océan tout le bagage de nos vieilles monarchies. La république qu'ils fondèrent parut sortir du sol et y tenir par les racines, comme les arbres de ces grandes

forêts, qui leur avaient servi d'asile contre le despotisme.

Ce qui donne un caractère d'originalité au mouvement qui a créé les États-Unis, c'est la Constitution qui en est sortie et la déclaration qui la précède. Le but véritable des sociétés politiques était proclamé pour la première fois par le pouvoir lui-même. Il ne s'agissait malheureusement que des citoyens dans cet acte solennel; l'homme était oublié. Aussi l'esclavage restait-il dans la Constitution au mépris de l'humanité et de ses droits. Le passé trouvait ainsi le moyen de revivre sous sa forme la plus hideuse au sein d'une société qui semblait un produit spontané de la nature.

Il appartenait à la Révolution française, qui s'était déjà annoncée par Turgot, de trouver et de proclamer la formule qui doit servir de règle aux peuples dans leur marche vers l'avenir.

XIX

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

La philosophie, toujours vaincue, toujours persécutée, a pu livrer enfin une bataille aux oppresseurs éternels du genre humain. Cette bataille s'appelle la Révolution française.

Des esprits plus ou moins ingénieux ont assigné à la Révolution les origines les plus diverses et les plus étranges. Un historien de notre temps la fait descendre de Jean Huss. Elle est fille de Descartes, que d'Alembert comparait justement à un *chef de conjurés*, en indiquant d'un mot cette insurrection générale des esprits, dont l'auteur de *la Méthode* a donné le signal (1). La tradition, étant bannie du monde des idées, ou ne pouvant plus s'y maintenir que du consentement de la raison, devait disparaître aussi du domaine des ins-

(1) Voir le *Discours préliminaire de l'Encyclopédie*.

titutions politiques. C'était la raison qui devenait la législatrice des sociétés, et tout gouvernement cessait d'être légitime, qui ne s'accordait point avec les droits de la nature humaine. Il avait beau avoir pour lui la majesté des siècles, cette consécration du passé ne le rendait nullement inviolable. Ses lois n'étaient pas d'accord avec la raison et la philosophie; il devait se transformer ou périr. C'est ainsi qu'est née la Révolution, et voilà son origine.

Si l'on veut se faire une idée de la fermentation des esprits, qui précéda la Révolution française et qui devait la rendre inévitable, il faut lire non-seulement les principaux monuments du dix-huitième siècle, tels que l'*Encyclopédie*, mais encore les pamphlets et les brochures qui se multiplièrent tant à cette époque. Mirabeau lui-même avait traité dans un grand nombre d'écrits la plupart des questions qui allaient être portées à l'Assemblée constituante. Le futur tribun s'y exerçait à l'éloquence; il y faisait l'essai de cette grande langue oratoire, qui devait servir d'interprète à la pensée de la Révolution et lui prêter dès

l'origine la majesté du commandement. Les cahiers des trois ordres, ceux du tiers-état principalement, furent l'écho retentissant de ces idées et de ces doctrines. C'était la voix de la France éclatant de toutes parts, comme les bruits précurseurs de la foudre.

La pensée de la Révolution est tout entière dans la Déclaration des droits. Jamais une assemblée de législateurs, s'adressant à un peuple, n'avait fait entendre un aussi noble langage. Les lois de la Révolution, ses batailles, ses victoires, ne furent que le développement de cette déclaration célèbre, qui déplaçait l'axe du monde politique et remettait l'humanité, si longtemps esclave, en possession d'elle-même.

Philosophique dans ses idées, ses sentiments et ses tendances, la Révolution poursuivit un triple but : elle voulait substituer le droit à la force, la raison aux préjugés, la souveraineté du peuple à la souveraineté des castes et des dynasties. C'était attaquer le

passé par tous les côtés à la fois, pour élever sur ses ruines l'édifice de l'avenir.

On ne verra plus un spectacle pareil à celui que virent nos pères, quand, ouvrant les portes de l'avenir, l'Assemblée constituante lança dans le monde ses décrets immortels. Des millions de têtes se redressèrent; un air frais et pur, comme le souffle du printemps, dilata les poitrines, et des cris de joie s'échappèrent de toutes les lèvres.

L'émotion, qui gagna la France à la proclamation du dogme nouveau, s'étendit rapidement au delà des frontières; ce fut un tressaillement universel. Tous les grands esprits se tournèrent avec admiration du côté de la France. Goëthe, ce génie si froid, mais si lumineux, qui cherchait à surprendre les métamorphoses des plantes, entrevit tout d'un coup de plus hautes métamorphoses; il laissa échapper ces paroles: « C'est une ère nouvelle qui s'ouvre pour l'humanité. »

Il a été demandé si la Révolution française

préféra la liberté à l'égalité ou l'égalité à la liberté. Thèse de rhéteurs ou de sophistes! Elle n'aurait pas été posée, sans cet esprit de secte ou de parti qui cherche partout des arguments pour se satisfaire, au risque de fermer les yeux à la vérité. La Révolution française affranchit l'homme, la terre et le travail; elle voulut donc la liberté; elle voulut l'égalité du même coup; car elle supprima par là toutes les inégalités sorties de la loi, pour ne s'arrêter avec la raison que devant celles qui viennent de la nature et qu'on peut considérer comme un des éléments de l'harmonie sociale.

Autre question qui est née aussi de nos jours : la Révolution française ne fut-elle pas trop exclusivement politique? Nos pères auraient le droit d'être étonnés, s'ils pouvaient entendre un pareil langage. « Quoi! diraient-ils, nous n'avons changé que les formes politiques de la France! Mais n'avons-nous pas mis la main sur toutes les institutions du passé? La propriété elle-même, si difficile à remuer, n'a-t-elle pas subi avec nous une transformation profonde? Et que restait-il de

la vieille société, quand le peuple, s'abandonnant lui-même, remit follement ses destinées à un nouveau maître? » Tous les problèmes sociaux n'étaient pas sans doute résolus; ils ne pouvaient pas l'être; mais on avait trouvé la logique appelée à les résoudre, et, ce qui n'est pas moins précieux, la loi s'était mise à son service.

Il ne faut pas chercher dans la Révolution la trace des querelles qui ont éclaté depuis entre les classes bourgeoises et les classes populaires. Le même esprit, la même passion, animaient le peuple et la bourgeoisie; c'était l'amour de la liberté poussé jusqu'au fanatisme. La bourgeoisie comprenait sans doute qu'après n'avoir été rien, elle allait être tout, suivant le mot de Sieyès. Le peuple, de son côté, avait le sentiment confus de ses destinées nouvelles. Mais ce qui entraînait tous les cœurs et tous les esprits, c'était la soif, une soif inextinguible de liberté. De là cette grandeur morale qui éclate partout dans la Révolution, même lorsqu'elle s'égare. La question du profit et du salaire, la balance du doit et

de l'avoir, ces intérêts légitimes, mais subalternes,

Che ti fanno in basso batter l'all (1)

peuvent susciter, dans des jours de crise, des agitateurs vulgaires, des artisans de trouble et de sédition; mais il n'y a que les idées qui aient la merveilleuse puissance de faire des héros et des martyrs.

Le sentiment profond de cette solidarité qui tend à ne faire qu'un corps de tous les citoyens, fut l'un des caractères distinctifs de la Révolution française. Jamais ce sentiment ne s'était produit avec autant d'énergie; il inspira toutes les institutions nouvelles, et pour qu'il devint en quelque sorte l'âme même de la nation, le législateur rejeta impitoyablement dans le passé tout ce qui pouvait en affaiblir l'influence. L'histoire, avec ses souvenirs contraires, s'était réfugiée et semblait vivre encore dans les divisions administratives du territoire; il l'en chassa comme une étrangère ou une ennemie. L'unité matérielle du pays, fortement constituée, devait être l'image de son unité morale. C'était comme une double

(1) Dante.

forme de la solidarité qui allait être la base du nouveau système politique.

Ce qui fait l'incomparable grandeur de la Révolution française, c'est l'universalité des principes qu'elle a proclamés, et dont elle a poursuivi le triomphe avec un courage indomptable. Les mouvements les plus généreux jusqu'alors n'eurent qu'une portée nationale et s'arrêtèrent toujours aux frontières : la Révolution française a embrassé un horizon plus étendu. Si la France a été son champ de bataille, elle y a combattu pour l'humanité, et tous les peuples sont appelés à recueillir le fruit de ses victoires.

Rousseau fut plus nuisible qu'utile à la Révolution. Il rajeunit par ses doctrines l'idée antique de l'État, et la liberté souffre encore des blessures qu'elle en reçut. Nous devons aujourd'hui faire la guerre à cette idée : il s'agit de la chasser des esprits et surtout des institutions, si nous ne voulons pas que la démocratie, dont l'avènement est inévitable, aboutisse à un despotisme bien plus redoutable que celui des rois ou des empereurs.

Erreur trop commune et qui ne peut que nuire à la démocratie : la Convention ne fut pas et ne pouvait pas être un gouvernement. On ne gouverne pas dans ces grandes mêlées d'opinions et de partis; c'est assez de combattre. La Convention combattait à coup de lois : c'était le volcan de la Révolution, jetant sa la ve ardente sur la France et sur l'Europe.

C'est une faiblesse de la démocratie que de vouloir défendre tous les actes de la Révolution et de ses tribuns. Nous ne sommes pas, comme nos adversaires, les fils de la tradition, mais de la Raison libre et indépendante. Ce qu'il y a de grand, de noble et de sacré dans l'œuvre de nos pères, c'est le point de départ et le but. Le point de départ, c'était la nature humaine, avec ses droits imprescriptibles, mais si souvent violés par les institutions; le but, une organisation politique et sociale, qui assurât l'empire de ces droits et les couvrît d'une cuirasse impénétrable. Du point de départ au but, la route était longue, difficile, hérissée de toutes sortes d'obstacles. Ces obstacles durent être abattus : des

combats nombreux furent livrés; il y eut de sanglants holocaustes. Qui voudrait justifier tous les coups portés sur un champ de bataille? Les dieux d'Homère eux-mêmes perdent leur sérénité, quand ils combattent contre les mortels. Nous pouvons admirer parfois les combattants; mais ils n'ont pas toujours droit à nos couronnes. Songeons surtout au point de départ et au but de notre Iliade révolutionnaire. Voilà ce qu'il nous faut défendre avec une invincible opiniâtreté : ce sont les deux citadelles de la Révolution. Il s'agit d'en écarter l'ennemi. Si nous n'avons pas la force de nous y tenir, gardons-en du moins religieusement les clefs, pour les remettre à nos fils, qui seront peut-être plus forts ou plus heureux que nous.

Toute une classe de statisticiens élégiaques s'amuse à refaire depuis plus de soixante ans la liste des victimes qui ont succombé pendant la Révolution. Quand dresseront-ils celle des martyrs qui ont été immolés par les gouvernements dont ils vantent la justice et l'humanité? C'est déjà trop de ce droit divin de la monarchie, qui voudrait faire les rois inviola-

bles. Faut-il donc y ajouter aussi le droit divin de leurs emportements et de leurs violences ?

Vous dites qu'il eût mieux valu que la Révolution n'eût été accompagnée d'aucun de ces excès, qui servent de texte à tant de déclamations. Je partage votre avis. Telle était aussi l'opinion de nos pères. Voilà pourquoi ils débutèrent par un baiser qui est resté célèbre. Ce baiser, malheureusement, ne dura guère que ce que durent les roses, et lorsque les passions se déchainèrent, elles se montrèrent d'autant plus acharnées que les plus grands intérêts de l'humanité étaient engagés dans la lutte.

Il serait presque permis de s'étonner si la Révolution française avait été moins violente. Quelle situation tragique ! La trahison siégeant aux Tuileries avec la royauté, la noblesse conspirant à la frontière, l'Europe monarchique accourant en armes pour étouffer la liberté dans son berceau ; partout des complots, des provocations et des menaces. Quoi de plus naturel que cette immense explosion

de colères? La Révolution ne pouvait se sauver, en sauvant la France, que par une sorte de fureur patriotique.

Pourquoi reprocher sans cesse à la Révolution des emportements et des excès que le malheur des temps rendait presque inévitables? Il serait plus juste de s'en prendre à ces ennemis du dedans et du dehors, qui l'emprisonnèrent, comme une bête fauve, dans un cercle d'hostilités, et la poussèrent à toutes les violences. Quand le taureau se sent poursuivi dans le cirque, il se retourne parfois contre ses adversaires et traîne sur le sol leurs corps ensanglantés.

Nos pères ne forgèrent pas eux-mêmes cette arme de la Terreur, qui s'égara plus d'une fois sur des têtes innocentes. Ils la trouvèrent et la prirent dans l'arsenal de la monarchie. Les rois s'en étaient servi pendant des siècles : ils en avaient frappé tour à tour les Juifs, les templiers, les Vaudois, les calvinistes et même les nobles, quand les nobles voulurent résister au despotisme du prince ou de ses

ministres. Elle était rouge encore du sang versé par Richelieu. Quand Louis XIV s'en était servi une dernière fois contre les protestants, enveloppés tout à coup dans une immense proscription, Bossuet avait couvert le proscripateur des fleurs de son éloquence. Fénelon lui-même, ce doux et tendre rêveur qui vivait entre Homère et Platon, avait cédé à l'entraînement universel. Magistrats, jurisconsultes, publicistes, théologiens, tous ou presque tous applaudirent à ce jacobinisme royal qui arrachait à la patrie ses membres les plus sains et les plus vigoureux. La France alors était jacobine au profit du roi, comme elle devait l'être bientôt au profit de la liberté. La philosophie, en s'emparant des esprits, transforme et change les idées; mais les mœurs et les tempéraments leur survivent. Le tempérament irascible et fougueux de la monarchie dominait encore dans la Révolution; il entraînait et emportait ces jacobins, qui mirent la Terreur au service du peuple et de la République.

Les violences de la Révolution ne s'expliquent pas seulement par les résistances

qu'elle rencontra et qui la mirent, pour ainsi dire, hors d'elle-même. Il faut aussi en chercher la cause dans la nature et le caractère de ces grandes crises sociales qui, en donnant un libre essor à toutes les forces, semblent provoquer toutes les intempérances. Le cardinal de Retz, qui s'y connaissait, a dit avec raison : « Les hommes ne se sentent pas dans ces sortes de fièvres d'États, qui tiennent de la frénésie (1). »

Ce qu'il y eut de mauvais dans la Révolution française, c'est-à-dire la colère des partis et les excès qu'elle amena, ne fut qu'un phénomène passager. Ce qu'il y eut de bon, c'est-à-dire le fond de ses idées, de ses institutions et de ses lois, est appelé à vivre aussi longtemps que la France, et à passer successivement dans l'organisation de tous les peuples, qui prétendent occuper une place honorable dans le monde.

Nous attendons encore le véritable historien de notre grand drame révolutionnaire.

(1) *Mémoires*, t. II, p. 200.

Il y a eu des essais plus ou moins remarquables, mais ce ne sont que des essais, malgré les développements qu'on leur a donnés. Le premier de ces récits est encore un des meilleurs et le meilleur peut-être : il est vrai que l'écrivain est dépourvu de force et d'éclat ; mais il rachète tous ses défauts par les qualités qui le distinguent. Quelle merveilleuse clairvoyance ! Et quel sens parfait des choses humaines, chaque fois que la passion du moment ne se joue pas de cet excellent esprit ! Les livres qui ont suivi se sont trop éloignés du ton de l'histoire : ils ressemblent généralement à des plaidoyers sans en excepter l'œuvre éblouissante de ce grand poète, dont Chateaubriand a dit avec malice : « Il a doré la guillotine. » Le cratère du volcan fume toujours : il faut attendre qu'il se ferme et que la lave soit refroidie, pour juger sainement des effets de cette formidable éruption.

On dit déjà et l'on dira de plus en plus : *la Révolution*, pour indiquer la transformation sociale qui s'est accomplie en France à la fin du dernier siècle, comme si toutes les révolutions antérieures n'en avaient été que

le prélude. Quelle époque merveilleuse en effet ! La grandeur des hommes fut égale à celle des événements. Soldats ou tribuns, la nature les avait tous coulés dans un moule d'airain, que la tempête a brisé et qui ne se retrouvera plus. La plupart succombèrent dans la lutte : ceux qui survécurent étonnèrent longtemps après leurs fils et leurs petits-fils, par le spectacle de leur forte vieillesse. On eût dit les derniers représentants d'une grande race perdue. Leur gigantesque image se projette encore devant nous, après trois générations, et nous marchons toujours dans l'ombre de ces Titans.

Il arrive souvent qu'on retrouve dans les petits-fils la physionomie des grands-pères. Cette tendance de la nature à ramener chez les descendants le type des aïeux a pris le nom d'atavisme dans la langue des naturalistes. Il faudrait qu'une sorte d'atavisme politique nous rendît la mâle énergie des pères de nos pères, ou, si nous devons être déshérités, qu'elle reparût au moins dans nos enfants.

XX

RÉVOLUTIONS DE L'AVENIR

Tous les gouvernements promettent avec une sorte d'orgueil le calme et le repos. Quel est celui qui n'a pas dit un jour : « Je suis venu clore l'ère des révolutions? » Il ne manque jamais de flatteurs pour applaudir et débiter aussitôt, s'ils sont un peu lettrés, trois ou quatre vers de Virgile en l'honneur du nouvel Éole qui maîtrise les vents et les orages. Malheureusement l'outre des tempêtes reste toujours ouverte et le dieu qui doit la fermer n'a pas encore paru.

Quoi! toujours des révolutions? Eh! comment finiraient-elles si les institutions refusent encore de se prêter aux besoins des peuples et si la force est toujours nécessaire pour assurer le triomphe de leur volonté?

La secousse que la Révolution française a donnée à l'Europe a supprimé la plupart des griefs qui menaçaient autrefois la paix publique. Mais de nouveaux griefs sont nés de nouveaux besoins qui ne sont pas satisfaits et qui demandent à l'être ; de là des causes d'agitation, qui diffèrent de celles du passé, mais dont l'action est peut-être plus puissante et plus redoutable.

Ce peuple vivait, mêlé à d'autres peuples, et ne formant avec eux qu'un seul corps politique. Le sentiment de la personnalité, qui sommeillait en lui depuis des siècles, a été réveillé dans ces derniers temps par des écrivains ou des orateurs, quelquefois même par des gouvernements qui trouvent habile de nuire à des voisins ; il réclame son autonomie ou du moins une part d'indépendance qui lui a été refusée jusqu'à présent. Le principe qu'il invoque gagne chaque jour du terrain ; c'est le principe de nationalité, en d'autres termes, le droit pour chaque peuple de former un corps indépendant. L'application en est-elle possible ? ce nouveau corps peut-il vivre et se soutenir par lui-même ? Ces ques-

tions peuvent être douteuses. Mais qu'importe ? Il y a toujours là une force révolutionnaire, qui risque de faire explosion. Cette force est encore plus près d'agir, si ce peuple a tout ce qu'il faut pour former un corps à part et grossir le nombre des États ; n'est-ce pas là aujourd'hui une cause de révolutions pour l'Europe ?

En voici une autre. Des peuples appartenant à la même race, mais formant des États séparés, se sont pénétrés de cette idée, qu'ils ne doivent former qu'une société politique et n'avoir qu'un gouvernement. Le goût de ces grandes unités nationales se propage de jour en jour ; il peut naître de l'amour naturel des peuples pour la puissance qui leur assure un plus grand rôle dans le monde ; mais il est aussi excité et favorisé par des princes qui croient que ce mouvement s'opère au profit de leur propre grandeur. Comment n'en résulterait-il pas des révolutions ? Il faudrait que les gouvernements qui sont condamnés à disparaître, acceptassent le congé qu'on leur donne, et nul ne peut songer à leur demander cette preuve de désintéressement.

Nous sommes maintenant en présence d'un autre peuple. Il forme un corps indépendant, et il ne songe point à s'unir à d'autres. Tous ces problèmes de nationalité sont résolus pour lui. Mais il n'est pas libre, ou, s'il est libre, il ne jouit pas de cette égalité politique, qui est l'un des besoins de nos sociétés modernes. Il aspire à l'obtenir, et si une réforme ne la lui donne pas, ce qu'il ne faut guère attendre avec les gouvernements monarchiques, il la demandera à une révolution. Qui pourrait en douter ?

Il faudrait être également aveugle pour ne pas comprendre que les problèmes économiques, qui ont saisi si fortement les esprits, portent plus d'une tempête dans leurs flancs. Si le peuple était plus instruit, il ne serait pas tenté sans doute d'en demander la solution à la force, qui ne peut la donner. Mais quand aura-t-il échappé à son ignorance ? D'un autre côté, il y a quelques-uns de ces problèmes qui ne peuvent être résolus que par la force, si la sagesse des gouvernements ne se hâte de les résoudre. Telle est, par exemple, la constitution de la propriété,

quand elle s'immobilise dans les droits d'aînesse, les majorats ou la main-morte civile et ecclésiastique : autre source de commotions, partout où n'a pas passé le souffle de la Révolution française.

On a cherché de nos jours à éloigner le peuple de la politique, comme s'il ne devait rien en attendre. Le peuple s'est laissé convaincre ; il a suivi les conseils qu'on lui donnait. Mais il s'est attaché avec d'autant plus d'ardeur à ces grands problèmes du travail, du capital et de la propriété, qu'il ne lâchera plus. Il s'agirait de lui montrer maintenant que ces questions ne l'intéressent pas. Oh ! la plaisante sagesse, qui, pour éviter quelques agitations politiques, ouvre elle-même la porte aux révolutions sociales !

Le suffrage universel, qui a été inauguré par notre seconde République, dont l'Italie a fait l'essai, pour fonder son unité, et vers lequel l'Angleterre marche à grands pas par sa réforme électorale, rend moins nécessaire cet appel à la force, qui est le dernier refuge

du droit opprimé. Il peut donner des solutions pacifiques à la plupart des questions qui divisent les peuples et les gouvernements. Mais pour jouer ce rôle, il faut qu'il soit libre; il faut aussi que les minorités puissent toujours plaider leur cause devant son tribunal, et qu'il n'ait jamais la folle prétention de dicter des arrêts qui enchaînent les générations futures.

Chateaubriand écrivait, il y a une trentaine d'années : « Loin d'être au bout des révolutions, l'Europe, ou plutôt le monde ne fait que les commencer (1). » Le brillant écrivain songeait aux luttes qui doivent fatalement précéder le triomphe inévitable de la démocratie. Il a, suivant son habitude, donné dans l'exagération; mais la pensée en elle-même est juste. C'est en deux mots l'histoire de l'avenir.

Ce livre sanglant des révolutions ne se fermera pour l'Europe que le jour où les peu-

(1) *Essai sur la littérature anglaise*, t. II, p. 227.

ples, satisfaits et tranquilles, formeront entre eux une grande ligue républicaine, qui abritera tous les droits et toutes les libertés. Si des troubles éclatent encore sur quelques points, comme on doit s'y attendre, avec le jeu ordinaire des passions humaines, ce ne seront que des orages passagers, qui ne laisseront point de traces. Un pouvoir central sera chargé des intérêts généraux de la Confédération ; trop faible pour usurper la souveraineté, il aura la force nécessaire pour protéger chaque peuple et défendre partout les minorités en péril contre le despotisme, presque inévitable, des majorités. Grâce à cette Constitution, la guerre et la révolution, cette guerre intérieure, qui ont si souvent ensanglanté le monde, disparaîtront en même temps du sol de l'Europe. Ce sera l'avènement de la concorde et de la paix ; elles naîtront enfin, après tant de secousses, de l'équilibre harmonieux des droits, des intérêts et des volontés.



TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
A la jeunesse française.....	5
I	
Idée générale des révolutions.....	7
II	
De quelques faux jugements à leur sujet.....	25
III	
Ce qui fait leur légitimité ou leur illégitimité...	35
IV	
Qualités que les révolutions exigent.	47
V	
Comment et pourquoi les révolutions arrivent ..	57
IV	
Par quels moyens elles réussissent.....	67

	Pages
VII	
Des causes qui les font échouer.....	81
VIII	
Écueils ordinaires des mouvements démocratiques.....	91
IX	
Popularité et impopularité.....	105
X	
Ce qu'il faut penser des révolutions militaires..	111
XI	
A propos des révolutions de palais.....	123
XII	
Contre-révolutions ou réactions politiques.....	127
XIII	
Dictateurs et dictatures.....	137
XIV	
L'esprit révolutionnaire.....	151

TABLE DES MATIÈRES.

255

Pages

XV

La défaite des causes justes..... 159

XVI

Portraits d'autrefois et d'aujourd'hui..... 169

XVII

Les langues, les lettres et les arts pendant et
après les révolutions..... 195

XVIII

Des révolutions du passé..... 209

XIX

La Révolution française..... 223

XX

Révolutions de l'avenir..... 241